

Trimestriel - No 21
Septembre - September
Settembre 2008

Tirage/Auflage/Tiratura:
98'000



JAB
1225 Chêne-Bourg
Postcode 1

**ligue suisse contre la vivisection
schweizer liga gegen vivisektion
lega svizzera contro la vivisezione**
et pour les droits de l'animal - und für die rechte des tieres - e per i diritti dell'animale

Chemin des Arcs-en-Ciel 3
Case postale 148
1226 Thônex / GE
T 022 349 73 37 F 022 349 19 54
www.lscv.ch

Mitgliederbeitrag / Cotisation Membre
Quota socio CHF 15.-
CCP 12-2745-6

INVITATION
27 septembre 2008
10h00 à 18h00, Berne, Waisenhausplatz
Journée d'action et de démonstration pour
l'abolition de la vivisection

**« Ensemble contre
l'expérimentation
animale »**

- Débats et conférences
- Présentation de méthodes alternatives
- Animations pour enfants
- Peinture de banderoles pour la manifestation
- Projection de film
- Stands d'informations
- **Manifestation à 13h15**

EINLADUNG
27. September 2008
10 Uhr bis 18 Uhr, Bern, Waisenhausplatz
Aktionstag und Demonstration für die
Abschaffung aller Tierversuche

**« Zusammen gegen
Tierversuche »**

- Diskussionen und Vorträge
- Vorführung tierversuchsfreier Testmethoden
- Diverse Angebote für Kinder
 - Transparente malen
 - Tierrechts-Kino
 - Infostände
- **Demo 13.15 Uhr**

INVITO
27 settembre 2008 dalle 10 alle 18, Berna, Waisenhausplatz
Happening e manifestazione per l'abolizione di tutti gli esperimenti sugli animali
« Insieme contro la vivisezione »

Dibattiti e conferenze • Presentazione dei metodi scientifici sostitutivi • Attività per bambini • Allestimento dei cartelli per la manifestazione • Proiezione di video sui diritti degli animali • Bancarelle informative
• **Manifestazione ore 13.15**

Editor

Chers Membres, Chères amies et Chers amis de la Ligue,

L'organisation par la Ligue, l'AGSTG et l'ATRA de la journée d'informations et de manifestation « **Ensemble contre l'expérimentation animale** » touche à sa fin et nous espérons vous accueillir nombreux à Berne le 27 septembre 2008, entre 10h00 et 18h00 sur la Waisenhausplatz, située à quelques minutes à pied de la gare. Un plan d'accès est publié en dernière page de ce journal.

Si la ville de Berne a été choisie en raison de sa position géographique centrale, qui permet à chacun de nous de s'y rendre facilement, elle a également été choisie pour des raisons symboliques.

En premier lieu parce qu'elle héberge notre Parlement, qui a le pouvoir de modifier et faire évoluer les lois qui touchent le domaine de la protection des animaux. Et en lisant notre article (p.8) sur l'entrée en vigueur de la nouvelle ordonnance sur la protection des animaux, vous constaterez qu'il y a encore du travail. Actuellement, les parlementaires réellement engagés pour la protection des animaux se comptent sur les doigts d'une main.

Ensuite, parce que la ville de Berne regroupe plusieurs organismes publics directement liés à la pratique de l'expérimentation animale. Par exemple l'Office vétérinaire fédéral (OVF), chargé de contrôler l'application par les cantons des articles de la législation visant à « protéger » (!) les animaux lors d'expériences effectuées sur eux. On y trouve également le Fonds national suisse de la recherche scientifique (FNS), qui participe au financement d'un grand nombre d'expériences pratiquées dans les instituts publics de notre pays. L'université de Berne quant à elle, effectue, en moyenne, une centaine de nouvelles expériences chaque année, utilisant une centaine de milliers d'animaux.

Une tente de 10X15m regroupera les stands de la LSCV, l'AGSTG et l'ATRA. Un espace sera également dévolu aux méthodes de recherche qui n'ont pas recours aux animaux (méthodes alternatives). Il sera notamment possible de tester quelques-uns des logiciels qui remplacent les animaux pour la formation des étudiants, principalement dans le cadre de dissections et travaux pratiques. Une conférence-débat sur l'expérimentation animale aura lieu à 14h30. Un bar sera également ouvert durant toute la journée et il sera possible de se restaurer avec des mets végans. Des animations pour les enfants (peintures sur le visage, et dessins) sont également prévues. Une deuxième tente diffusera également en continu des films durant la journée.

Participez à notre manifestation

Pour faire entendre nos voix, une manifestation se déroulera dans les rues de Berne. Le départ du cortège aura lieu à 13h15. Les activités sous tente seront suspendues le temps de la manifestation qui se terminera vers 14h30. Nous comptons naturellement sur tous nos membres et sympathisants pour participer nombreux à cette manifestation.

Dans l'attente de vous retrouver le 27 septembre prochain, nous vous adressons nos meilleures pensées.

Le Comité

Quelle justification à l'expérimentation animale ?

Si notre journée d'informations et de manifestation du samedi 27 septembre prochain a pour but de faire connaître nos activités, il s'agit surtout d'informer le public sur la pratique de l'expérimentation animale.

Aujourd’hui, le débat n’est plus seulement éthique, lié à l’utilisation d’animaux et aux souffrances que l’homme leur fait endurer. Il y a également l’aspect scientifique qui doit nous convaincre de rejeter l’expérimentation animale pour la recherche médicale. Prétendre que l’animal est un mauvais modèle d’étude pour l’homme n’est pas nouveau. Et si la majorité des scientifiques reconnaissent que les nombreuses différences biologiques entre l’homme et l’animal « posent des problèmes pour l’interprétation des résultats », on ne se trouve plus dans la situation où aucune alternative à l’expérimentation animale n’est envisageable.

27 septembre 2008 - 10 heures à 18 heures

Ensemble contre l'expérimentation animale!

Berne, Waisenhausplatz (entre la gare et le Palais fédéral)

Journée d'action et de démonstration pour l'abolition de la vivisection

Le traiteur Vegi-Unitas vous régalerà toute la journée avec des plats végans

Pour plus d'informations sur le programme de la journée visitez le site: www.zugetive.ch, [abolition.ch](http://www.abolition.ch) ou contactez les associations organisatrices.

Débats et conférences

Présentation de méthodes alternatives

Animations pour enfants

Peinture de banderoles pour la manifestation

Projection de film

Stands d'informations

Manifestation à 13h15

Zusammen gegen Tierversuche
Ensemble contre l'expérimentation animale
Insieme contro la vivisezione

ANIMA - association pour la défense des animaux
Vegi-Unitas - traiteur végétarien
ZUGETIVE - agir pour une société sans cruautés

Pour plus d'informations sur le programme de la journée, visitez le site: www.zugetive.ch

Méthodes alternatives : des progrès spectaculaires

Depuis une dizaine d'années, le développement de nouveaux modèles de recherche se passant totalement d'animaux est tout simplement spectaculaire. D'autant plus que certains de ces modèles, utilisés en routine aujourd'hui, étaient déclarés

impossible à mettre au point il y a encore quelques années. On pourrait se réjouir des progrès effectués si rapidement. Malheureusement, ceux-ci n'ont – pour l'instant – provoqué aucun réel changement de pratique au sein des laboratoires. L'animal est toujours autant utilisé dans la recherche, alors que le financement attribué aux développements de nouveaux modèles alternatifs est ridicule.

Dans le cadre de la **recherche privée**, effectuée notamment par les groupes pharmaceutiques, c'est assez compréhensible. Par exemple, si on prend connaissance des comptes annuels des poids lourds de la pharma comme Novartis ou Roche, qui ont réalisés en 2007 un bénéfice net de 13,2 milliards de francs pour la première, 11,4 milliards pour la seconde, on se rend compte qu'un franc investi dans la recherche (entre 15 et 20% du CA) en rapporte presque deux (1). Si les actionnaires sont satisfaits et voient leurs dividendes augmenter (2), les cadres de ces sociétés s'attribuent également des rémunérations délivrantes : 17 millions de salaire pour le directeur de Novartis, 21 pour celui de Roche. On comprend alors qu'aucun groupe pharmaceutique n'a réellement intérêt à modifier ses pratiques. Malgré le fait que peu de nouvelles molécules actives soient commercialisées, que les démarches liées à l'homologation des nouveaux médicaments soient longues et coûteuses et qu'un grand nombre de ceux-ci ne passeront pas les tests en phase 3 en raison d'effets indésirables (3), la recherche sur les animaux engorge malgré tout d'énormes bénéfices.

Par contre, dans le cadre de la **recherche publique**, le manque de soutien aux méthodes alternatives est tout simplement dramatique. Cette absence de soutien n'est pas due à une remise en question de l'intérêt de ces modèles pour la recherche. Aujourd'hui, ils ne suscitent plus les ricanements qu'ils

provoquaient dans les couloirs des facultés universitaires il y a encore quelques années. Aujourd'hui, plus aucun groupe de recherche ne saurait s'en passer pour démarrer un projet. Pour des raisons économiques avant tout, mais également parce que dans bien des cas, ils apportent des réponses plus intéressantes que des expériences *in vivo* faites sur des animaux.

L'explication de cette absence de soutien est ailleurs : la recherche médicale est trustée par des scientifiques qui vivent de la vivisection et qui n'envisagent pas la recherche sans animaux. Ces scientifiques occupent les places de choix dans nos universités : recteur, doyens de facultés, directeurs de départements ou de groupes de recherche. Et avec eux, aucun espoir de changement. Ils ont beau dire que la recherche avec des animaux « coûte cher », qu'ils font tout leur possible pour limiter leur utilisation « à l'indispensable », ils sont en réalité plus occupés à défendre leurs postes de travail en comptabilisant leurs nombres de publications scientifiques, qu'à soutenir ou encourager le développement de nouvelles méthodes de recherche qui pourraient se révéler être plus performantes que la leur.

Supprimer l'utilisation d'animaux pour la recherche

Si on regrette naturellement l'absence de soutien aux méthodes alternatives par nos institutions, il existe malgré tout un moyen très simple pour favoriser leurs développements : supprimons l'utilisation des animaux dans les laboratoires et nous serons stupéfaits des nouvelles possibilités offertes à la recherche médicale. Tous ces scientifiques qui font des expérimentations animales sont beaucoup plus intelligents qu'ils ne veulent bien le dire. Supprimer les animaux permettrait en peu de temps de mettre au point des nouvelles méthodes alternatives qui auraient mis

en temps normal des dizaines d'années à aboutir, en raison de l'absences de ressources financières qu'on leur attribue. Supprimer les animaux ne sera pas un frein à la recherche, mais lui permettra au contraire de prendre un nouvel élan salvateur.

Le comité de rédaction

(1) Investissement en 2007 dans le secteur « recherche et développement » :

Novartis : 7,7 milliards investis pour un chiffre d'affaires de 40 milliards.

Roche : 8,3 milliards pour un chiffre d'affaires de 46 milliards.

Merck Serono : 1,6 milliard pour un chiffre d'affaires de 7,1 milliards.

(2) Novartis a reversé 1,60 francs (+ 19%) de dividende à ses actionnaires en 2007, ce qui représente la 11ème hausse consécutive (1,35 franc par action en 2006 1,15 franc en 2005) du dividende depuis la création de Novartis en 1996.

Pour la 21e fois consécutive, les actionnaires de Roche ont encaissé des dividendes supérieurs (+35% en 2007) à l'année précédente.

(3) Il faut compter environ 10 ans entre la conception et l'éventuelle mise sur le marché d'un nouveau médicament.

Nombre de médicaments en développement en Europe en 2007 :

Préclinique : 680 (dont 49 en Suisse), phase 1 : 295 (21 en Suisse), phase 2 : 495 (40 en Suisse), phase 3 (proche du dépôt de la demande d'homologation) : 143 (22 en Suisse).

Avec un total de 132 médicaments à l'étude, la Suisse occupe le cinquième rang derrière l'Angleterre (361), l'Allemagne (262), le Danemark (188) et la France 173. Novartis compte 76 « projets », dont une cinquantaine sont actuellement en phase clinique 2 ou 3.

Aux Etats-Unis, la FDA (« Food and Drug Administration », organisme qui a le mandat d'autoriser la commercialisation des médicaments sur le territoire des Etats-Unis) a approuvé 5 nouvelles molécules en 2007. 26 médicaments (toutes catégories confondues) ont été approuvés (36 en 2006).

En Europe, l'EMA (« l'Agence européenne des médicaments » -European Medicines Evaluation Agency - qui évalue, coordonne et supervise le développement des nouveaux médicaments dans l'Union européenne) a approuvé 4 nouvelles molécules et 13 médicaments.

► Recherche fondamentale

Un système qui ne favorise pas l'innovation

On peut reprocher aux scientifiques de nos universités leur manque d'intérêt pour s'engager dans le développement de nouveaux modèles alternatifs. Néanmoins, il faut bien reconnaître que le système dans lequel ils évoluent, s'il favorise sans doute la recherche, ne favorise certainement pas l'innovation.

Excepté les professeurs qui disposent d'un poste d'enseignant ou mieux, d'une chaire d'enseignement qui leur assure un salaire confortable, les autres scientifiques courent généralement après toutes les sources de financement susceptibles de les aider à

mener à bien leurs projets. Car si beaucoup de scientifiques sont en activité, peu de ressources financières sont à leur disposition. Une grande partie d'entre eux doivent ainsi se contenter d'un de ces nombreux postes « d'assistants » (1) dont nos universités regorgent, peu ou mal rétribués.

Publier ou périr

Pour sortir du lot, le célèbre adage « *Publish or perish* » s'applique plus que jamais à la communauté scientifique. La carrière et les crédits pour financer sa recherche sont tributaires du nombre de publication (2)

qu'un scientifique a à son actif.

La course à la publication d'un article commence dès le troisième cycle d'étude. Si un doctorant parvient à publier un article dans *Science* ou *Nature*, il est presque assuré d'obtenir un post-doc dans l'université de son choix. Si durant son post-doc il publie à nouveau un ou plusieurs articles, il se verra offrir un poste de professeur assistant.

Ensuite, s'il ne publie pas dans les cinq ans, on l'oublie. Il ne pourra pas travailler dans un laboratoire réputé (un laboratoire qui publie), car il faut publier pour obtenir de bons collaborateurs et des fonds. ► ►

Mais pour publier, encore faut-il soumettre des articles qui suscitent l'intérêt des membres des comités éditoriaux de ces journaux. Dans la plupart des cas, il s'agit de scientifiques travaillant eux-mêmes dans la recherche, également au sein d'institutions publiques. Autant dire qu'il vaut mieux, dans ces cas-là, travailler dans des domaines classiques et ne pas s'aventurer en dehors des sentiers battus. Ce d'autant que dans le cas des deux revues citées, 80% des articles soumis sont déjà rejettés après une première lecture et seuls 5% des articles reçus seront effectivement publiés.

Ainsi, un scientifique qui travaille dans les alternatives ne publie pas, ou peu, et un scientifique qui ne publie pas, ou peu, n'obtient pas d'argent.

Cette situation explique sans doute que la plupart des groupes de recherche des universités de notre pays, qu'ils soient de Zürich, Berne, Lausanne ou Genève, travaillent dans les mêmes domaines et font à peu près les mêmes choses. Ce qui oblige ces universités à se livrer entre elles à une concurrence acharnée, pour engager à prix d'or les professeurs renommés qui leur permettront d'augmenter leur nombre de publications annuelles (3).

Ce n'est donc pas étonnant que peu d'innovation, au niveau de la recherche alternative, émane de notre pays. Alors que l'Union Européenne commence à mettre sur pied des programmes de recherche alternative dotés de plusieurs dizaines de millions d'euros, le budget de 800'000 francs attribués chaque année en Suisse (4) pour ces mêmes domaines d'étude est tout simplement ridicule.

Le comité de rédaction

(1) Dans un recensement effectué en 1997, on comptabilisait déjà 24000 assistants employés par les universités en Suisse.

(2) On compte environ 4'500 revues (papier) scientifiques et médicales dans le monde. Les plus importantes en science sont: *Science et Nature*.

Les revues médicales généralistes les plus importantes sont (par ordre décroissant de facteur d'impact): *The New England Journal of Medicine*, *The Lancet*, *JAMA* (Journal of American Medical Association), *Annals of Internal Medicine* et *British Medical Journal*.

(3) Le nombre de publications scientifiques comparé au budget annuel d'une université est un des éléments pris en considérations pour établir le classement des « meilleures » institutions.

(4) La fondation des 3R, créée en Suisse en 1987, est chargée par les pouvoirs publics (notamment le Conseil fédéral) de soutenir la recherche alternative en Suisse (dans le sens des 3 R : Réduire, Réformer et Remplacer). Avec un budget annuel moyen de 800'000 francs, elle n'a pu soutenir qu'une centaine de projets en 20 ans d'activité. A titre comparatif, 850 nouvelles expériences sur les animaux sont autorisées chaque année dans notre pays.

► Expérimentation animale

Essai clinique d'un futur médicament : 6 hommes hospitalisés

Le 13 mars 2006, un incident dramatique mettait en lumière les risques pris par les volontaires qui acceptent de tester sur eux un nouveau médicament, sur la base des résultats des tests effectués sur des animaux.

Six hommes, jusqu'alors en bonne santé, étaient hospitalisés d'urgence dans le service de réanimation d'un hôpital de Londres. Deux d'entre eux étaient dans un état jugé « critique » et les quatre autres dans un état qualifié de « grave ». Agés de 18 à 30 ans, ils s'étaient portés volontaires, moyennant 3'300 euros chacun, pour participer à l'essai clinique (1) d'une nouvelle molécule sensée être active contre une forme rare de leucémie chronique.

Peu de temps après l'administration du produit, qui a d'abord entraîné une production incontrôlée de cytokines puis une violente réaction de leurs systèmes immunitaires, six des huit volontaires ont commencé à ressentir d'intenses douleurs, à transpirer, à vomir, puis à perdre connaissance. Ils ont alors été transférés dans une unité de soins intensifs. Seuls les deux volontaires ayant reçu un placebo sont restés indemnes. L'un d'eux racontait : « Tout le monde vomissait sans cesse. Ils s'évanouissaient, puis reprenaient conscience. J'imagine qu'ils avaient des migraines, parce que beaucoup se tenaient la tête ».

Myfanwy Marshall, productrice à la BBC, a également rapporté en pleurant que son ami, âgé de 28 ans, ressemblait à « Elephant Man ». « Une machine lui vide les poumons. Sa poitrine est gonflée, son visage tout enflé, de couleur violette et jaune. Les médecins n'ont pas de remède. Selon eux, il peut mourir à tout moment et il a besoin d'un miracle. »

Un test clinique autorisé par l'Agence européenne des médicaments

Cet essai a été mené dans une unité de recherche de l'hôpital Northwick Park, au nord de Londres, sous la direction de la compagnie américaine Parexel International, un organisme sous-traitant,

qui compte comme clients de nombreuses firmes pharmaceutiques.

La substance testée, l'anticorps monoclonal TGN1412, avait initialement été créée et développée par la société de biotechnologie allemande TeGenero, qui déclarait : « les tests menés sur les rongeurs et les singes macaques ne laissaient pas présager une telle réaction ».

L'Agence européenne des médicaments (EMEA) avait donné son autorisation aux premiers essais cliniques dits de phase 1 le 5 juillet 2005. Elle avait également précisé à cette occasion que celle-ci se fondait sur les résultats des études menées sur l'animal.



Remise en question des tests sur les animaux

Fortement médiatisé, ce drame qui mettait en lumière le manque de fiabilité des tests sur les animaux, suscitait des réactions embarrassées des milieux médicaux.

Ce d'autant qu'il survenait au moment où la Fédération américaine de régulation des médicaments (FDA) s'apprêtait à faciliter les essais cliniques. Celle-ci avait annoncé début 2006, l'entrée en vigueur d'une nouvelle réglementation avec une « phase zéro » assez brève (7 jours ou moins) réalisée chez l'homme avant que ne soit terminée l'étude chez l'animal. Au cours de cette phase, des petites quantités de produits expérimentaux seraient données à des volontaires, afin d'étudier la manière dont ils sont métabolisés dans l'organisme humain. L'annonce de la FDA avait provoqué des réactions très positives des grandes firmes pharmaceutiques comme Novartis et Pfizer. En premier lieu parce que cette nouvelle législation

devait leur permettre de gagner un temps précieux en raccourcissant les étapes de validation des médicaments. Mais sans doute également parce que la fiabilité du modèle animal ne semble plus être considérée comme satisfaisante depuis quelques années. Ce qui explique les investissements toujours plus importants consacrés chaque année par la pharma pour développer des modèles bioinformatiques, qui permettent de simuler avec toujours plus de précision l'interaction d'une substance dans un organisme humain virtuel (2).

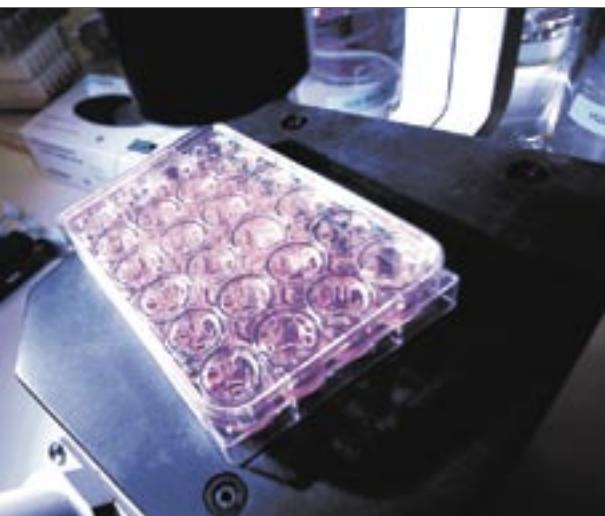
Du côté des milieux scientifiques, les réactions étaient plus vives. Certains n'hésitaient pas à condamner les associations de protection des animaux, coupables de faire pression sur les pouvoirs publics et d'être à l'origine de la réduction du nombre d'animaux utilisés pour tester la toxicité des nouvelles substances. Et d'exiger une multiplication du nombre et des groupes d'animaux pour évaluer les effets secondaires des nouvelles molécules thérapeutiques.

La réponse viendra huit mois plus tard, des chercheurs britanniques ayant réussi à recréer *in vitro* les effets catastrophiques qu'avaient subis les six volontaires de l'essai clinique.

Un test *in vitro* met en évidence les effets secondaires non décelés sur l'animal

L'équipe de Stephen Inglis, de la commission nationale des standards biologiques (NIBSC), a réussi à reproduire cette tempête de cytokines en laboratoire. Lorsque l'anticorps est mis en présence des cellules immunitaires humaines dans une solution flottant librement, rien de spectaculaire ne se produit. Par contre, si l'anticorps est d'abord mis sur une surface et ainsi immobilisé, la tempête se déchaîne. Les chercheurs supposaient qu'au sein de l'organisme humain, l'anticorps TGN1412 s'accroche quelque part, alors qu'il ne le fait pas chez le rongeur et le macaque. Ainsi, des tests plus approfondis ou en plus grand nombre sur l'animal n'auraient pas été plus utiles que ceux effectués. Et de démontrer que, pour peu qu'on y attribue des moyens financiers suffisants, la recherche *in vitro* dans le cas présent, alternative d'une manière générale, est capable de permettre des études médicales beaucoup plus pertinentes pour l'homme.

Le comité de rédaction



(1) On compte généralement 4 étapes (phases) d'études sur l'homme avant d'obtenir l'homologation définitive d'un médicament :

Les essais cliniques de **phase 1** ont lieu après la phase d'expérimentation animale et constituent la première étape du processus conduisant à la commercialisation d'un médicament. Ces essais se déroulent le plus souvent sur des volontaires sains, généralement rémunérés pour cela, et ne concernent qu'un petit nombre de personnes en bonne santé. Ils ne visent pas à étudier l'efficacité du principe actif, mais à mettre en évidence sa caractéristique pharmacodynamique ainsi que son éventuelle toxicité.

Les essais cliniques de **phase 2** visent essentiellement à étudier la toxicité pharmacologique à court terme et, à un moindre degré, l'efficacité des nouveaux médicaments. Ils sont menés au sein de populations souffrant de maladies précises et font appel à des groupes de 20 à 300 participants.

Les essais cliniques de **phase 3** sont des études comparatives d'efficacité. Elles comparent le traitement soit à un placebo, soit à un traitement de référence. Les groupes, de taille importante, se composent souvent de plusieurs milliers de participants. Ces programmes extrêmement onéreux sont payés par les compagnies pharmaceutiques.

Les essais cliniques de **phase 4**, appelés également études de surveillance, permettent surtout d'examiner la toxicité et l'efficacité à long terme des médicaments déjà commercialisés.

(2) Selon une étude de PricewaterhouseCoopers Suisse (PwC) publiée en juin 2008, la montée en puissance des méthodes *in silico* (bioinformatiques) pourrait réduire les phases de développement de huit à un ou deux ans.

Cobaye humain pour régler des factures impayées

Les personnes qui attestent que l'expérimentation animale permet de prédire avec suffisamment d'efficacité la toxicité d'une substance avant qu'elle soit administrée à un homme, devraient se demander sincèrement si elles donneraient leur accord pour participer à une étude clinique de phase 1.

Le fait est que depuis longtemps, les « volontaires » sélectionnés pour ce type d'étude sont dans la plupart des cas des personnes ayant des problèmes financiers ou des étudiants universitaires, qui trouvent ainsi le moyen de financer une partie de leurs études.

Une jeune femme avait raconté que son ami avait décidé de participer à l'essai clinique précité pour régler des factures impayées. Quant au volontaire le plus touché, il s'agissait d'un étudiant londonien de 20 ans, Ryan Wilson.

Un mois après l'administration de l'anticorps, il était toujours hospitalisé après avoir subi des défaillances cardiaques, rénales et hépatiques, ainsi qu'une pneumonie et une septicémie dans les jours suivant l'essai. Dans un journal qui publiait des photos montrant qu'une grande partie de ses mains et de ses pieds était devenue noire, Ryan Wilson expliquait qu'il allait perdre des bouts de ses doigts et de ses orteils. « *On m'a dit que c'était comme s'ils étaient gelés et qu'ils allaient tomber* ». Les médecins lui avaient également dit qu'ils ne croyaient pas qu'il survivrait.



Le plus étonnant reste que cet incident, qui aurait pu être suffisamment dissuasif pour décourager d'éventuels volontaires, a au contraire entraîné un regain d'intérêt pour les essais cliniques quand la somme proposée a été portée à la connaissance du grand public (1).

(1) Wadman M. « London's disastrous trial has serious side effects for research ». *Nature* 2006;440 :388-9.

Supprimer la vivisection sera en partie possible grâce au développement de nouvelles méthodes de recherche n'utilisant pas d'animaux. La LSCV soutient financièrement ces nouvelles méthodes.

Soutiens de la LSCV aux méthodes alternatives

Une méthode alternative est une méthode expérimentale qui ne recourt pas à l'animal vivant. Les méthodes alternatives utilisent, entre autres, des cultures cellulaires ou tissulaires humaines et des modèles informatiques. Des méthodes alternatives sont également employées dans l'enseignement, pour la formation des chirurgiens ou des étudiants en biologie et médecine.

Quelques associations de protection des animaux prétendent que l'expérimentation animale est « perpétuée par l'utilisation des modèles alternatifs ». Ces affirmations sont trompeuses et absurdes. L'utilisation de cellules provenant d'animaux n'est pas la recherche soutenue par des associations comme la LSCV. Nous finançons exclusivement des projets qui utilisent du « matériel » humain, comme

les cellules ou des tissus qui proviennent par exemple de biopsies pratiquées dans les hôpitaux sur des patients. La fin de la vivisection sera possible en partie parce que des nouvelles méthodes permettront d'étudier des maladies humaines de façon plus fiable que sur des animaux. Ceci ne se fera évidemment pas à partir de cellules animales qui présentent les mêmes défauts que l'animal vivant.

Dans tous les cas, la LSCV ne s'engage financièrement que dans des projets qui visent à supprimer l'expérimentation animale.

Aucun laboratoire hébergeant, utilisant ou ayant utilisé des animaux n'obtient le moindre appui financier de la LSCV, quand bien même il pourrait nous proposer un projet répondant parfaitement au cahier des charges que nous fixons.

Malgré la loi et l'ordonnance sur la protection des animaux qui limitent strictement l'utilisation d'animaux pour l'enseignement, les autorités cantonales autorisent toujours leur utilisation à tout médecin qui en fait la demande.

La LSCV a édité et distribué en 2002 un dépliant à l'attention des services vétérinaires cantonaux en charge d'autoriser l'utilisation d'animaux vivants pour la formation des chirurgiens.



Ce dépliant visait à démontrer que l'utilisation des « POP TRAINERS » et « BODY FORM » permettait non seulement de remplacer les animaux mais, également, qu'ils se révélaient économiques à l'usage.

Nous avons ensuite sollicité l'Office vétérinaire fédéral (OVF) afin qu'il soutienne l'utilisation de ces modèles. Une fois de plus l'OVF est restée sourde à notre demande. Dans une prise de position sur deux pages, elle a néanmoins réussi l'exploit de ne jamais aborder le sujet de manière compréhensible. La langue de bois est malheureusement une spécialité de ce service dédié au « bien-être de l'animal et de l'homme ».

Actuellement, la LSCV est engagée dans le financement de méthodes supprimant l'utilisation d'animaux dans l'enseignement et la recherche scientifique :

Financement de matériel pour supprimer les animaux dans l'enseignement

Exercices et entraînements à la chirurgie

La LSCV finance chaque année des modèles permettant aux groupes de médecins de pratiquer des exercices de chirurgie sans avoir recours aux animaux.

Les « POP TRAINERS ».

Les premiers modèles financés dès 1995 par la LSCV et qui ont permis le remplacement total d'animaux vivants étaient des « POP TRAINERS ». Malheureusement, le POP TRAINER présente à nos yeux l'inconvénient d'utiliser des organes d'animaux (principalement des porcs) provenant d'abattoirs. Il est vrai que non utilisés, ces organes auraient été incinérés. Et à choisir, il est préférable d'utiliser des organes qui proviennent d'animaux qui sont de toute façon abattus pour la consommation humaine, plutôt que des porcs vivants, maintenus sous anesthésie durant plusieurs heures et ayant été précédemment détenus dans des animaleries sinistres.

Néanmoins, nous finançons depuis quelques années prioritairement des modèles exclusivement en matières synthétiques tels les « BODY FORM » ou le modèle « PVC-RAT ».

Les « BODY FORM »

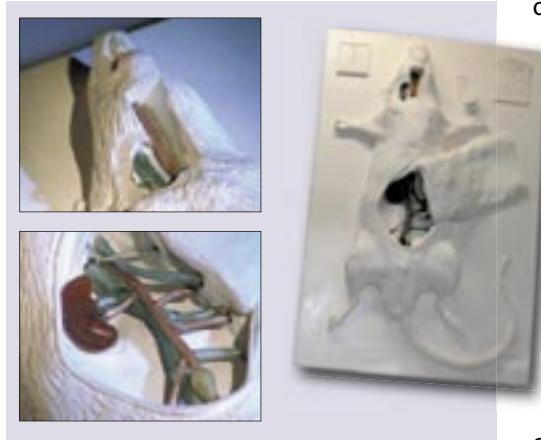
Appareils laparoscopiques produits par la société Limbs and Thinks, les BODY FORM sont entièrement en matériaux synthétiques. A l'intérieur d'un mannequin, divers organes interchangeables en fibre synthétique (latex, plastique) reproduisant la texture et la couleur des viscères humains sont disposés en fonction des exercices à effectuer. Ces appareils sont particulièrement développés pour une utilisation en chirurgie digestive, urologique et gynécologique. L'avantage de l'utilisation du BODY FORM est notamment dû à la qualité des modèles proposés, qui reproduisent l'anatomie humaine et ses variations. Chaque modèle présente également l'avantage de pouvoir être utilisé plusieurs fois.



Le modèle « PVC-RAT ».

Ce modèle, entièrement en matière synthétique, reproduit l'anatomie des rats jusqu'à présent utilisés lors d'exercice de microchirurgie. Ce modèle est commercialisé par « Microsurgical Developments Foundation », société sans but lucratif fondée en 1990 et basée en Hollande.

Ce modèle permet de s'entraîner sur approximativement 25 techniques différentes de microchirurgie, comme par exemple les anastomoses, l'insertion d'une canule, ou les transplantations de vaisseaux sanguins ou d'organes.



Ce modèle étant utilisé par de nombreuses facultés vétérinaires et hôpitaux européens mais pas en Suisse (!), nous avons requis en 2006 l'expertise du modèle PVC-RAT par une équipe de chirurgie et transplantation de l'Hôpital de Berne afin de confirmer l'intérêt de son utilisation pour :

- l'entraînement de chirurgiens débutants dans la microchirurgie ;
- le perfectionnement en centre agréé formation A, des chirurgiens déjà entraînés à la technique microchirurgicale de suture vasculaire et nerveuse.

Les résultats obtenus ont confirmé l'excellence de ce modèle et nous continuons de proposer de le fournir gratuitement à toute équipe de chirurgiens qui renoncerait à l'utilisation d'animaux.

Enseignement en milieu Universitaire

La situation actuelle

Bien que la LSCV propose gratuitement aux établissements publics des modèles alternatifs (en matière synthétique ou des logiciels informatiques) pour la formation des étudiants, des milliers d'animaux sont encore utilisés chaque année en Suisse dans nos universités, EPF et même parfois dans des collèges lors des cours de biologie.

Ces animaux, principalement des rats et des grenouilles, sont généralement tués dans

l'unique but de pratiquer des dissections ou d'extraire un organe pour le soumettre à diverses expériences dans le cadre de travaux pratiques (TP).

Il n'y a aucun intérêt scientifique à reproduire sans cesse depuis des dizaines d'années les mêmes expériences. Il serait facile de remplacer les animaux dans ces TP car il existe aujourd'hui de nombreux modèles alternatifs performants et peu coûteux, déjà utilisés par de nombreuses universités à l'étranger pour la formation des étudiants en biologie et en médecine.

À notre avis, le maintien des dissections d'animaux dans l'enseignement n'a qu'un but : préparer l'étudiant à se distancer émotionnellement de ce qui deviendra plus tard, pour certains d'entre eux, leur « matériel de travail ».

Malheureusement, l'utilisation d'animaux par les universités pour l'enseignement n'est dans la plupart des cas pas limité en Suisse. Ainsi, il est impossible d'empêcher l'utilisation de ceux-ci pour des expériences en gradation 0.

En 2005, l'Office vétérinaire cantonal (OVC) de Genève a tenté de refuser l'utilisation de grenouilles lors de TP de la section de pharmacie de l'Université de Genève. Cette université a fait recours contre cette décision auprès du Tribunal administratif, qui a annulé et condamné la décision de l'OVC.

La conclusion de l'arrêt du Tribunal administratif est claire : en droit, peu importe que l'expérience soit complètement débile ou qu'elle ait déjà été faite des milliers de fois. Si un professeur veut faire trucider par ses étudiants des dizaines d'animaux, il est également impossible de s'y opposer.

Financement et diffusion de publications soutenant les méthodes alternatives

InterNICHE

InterNICHE est un réseau international regroupant des étudiants et des professeurs militant pour le remplacement des animaux dans la recherche et l'enseignement.

Fondé en 1988 sous le nom d'EuroNICHE, ce réseau s'est rebaptisé InterNICHE en 2000 après avoir étendu ses activités en s'engageant dans des projets internationaux. InterNICHE dispose aujourd'hui de coordinateurs d'activité dans une trentaine de pays.

La LSCV soutient financièrement InterNICHE depuis de nombreuses années.

Elle diffuse notamment en Suisse le livre « From Guinea Pig to Computer Mouse ». Cette publication regroupe plus de 500

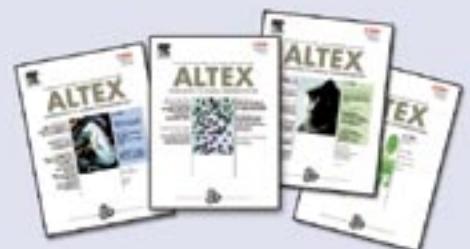
méthodes pouvant remplacer les animaux dans l'enseignement. Il s'agit actuellement de la publication la plus complète sur les méthodes alternatives disponibles. « From Guinea Pig to Computer Mouse » est distribué dans les universités, à l'attention des professeurs, étudiants et comités d'éthiques.



La LSCV a également distribué cette publication en 2002 à toutes les autorités cantonales et membres des commissions cantonales sur l'expérimentation animale chargées notamment d'autoriser des demandes d'utilisation d'animaux pour la formation des étudiants et des chirurgiens.

ALTEX

La LSCV soutient financièrement depuis plusieurs années la revue ALTEX.



Cette revue, qui existe depuis 1984, est diffusée 4 fois par année en anglais et en allemand. Elle publie des résumés, des articles originaux et des dépêches de nature scientifique concernant les méthodes alternatives. Un représentant de la LSCV fait partie du Comité de direction de la revue depuis 2006.

Financement de projet de recherche

Plusieurs projets ont été financés ou cofinancés ces dernières années, principalement en Suisse. Ils avaient tous pour but d'étudier les maladies humaines ou la toxicité de substances chimiques sur des cultures de cellules humaines.

Afin de pouvoir orienter des projets dans des domaines qui nous semblent urgent (par exemple les tests de toxicité), la LSCV mets au concours une bourse permettant le financement complet de projets par période de trois ans.

Financement de laboratoires

Deux laboratoires spécialisés dans le développement de nouveaux modèles cellulaires humains ont été soutenus en 2006 et 2007 par la LSCV. Le premier en France, le second en Suisse.

Pour 2008, le comité national de la LSCV a décidé de poursuivre son aide au laboratoire suisse sous la forme d'un prêt sans intérêt et de prise en charge des frais d'installation et d'homologation de nouveau matériel. ■

► Nouvelle Ordonnance sur la protection des animaux

Tout ça pour ça !

Fallait-il vraiment étendre à 226 articles autant de mesures cosmétiques et lourdes administratives ? Après un premier projet d'ordonnance présenté en juillet 2006 et mis en consultation durant 6 mois, la synthèse des prises de position et les diverses négociations menées avec les différentes parties a eu lieu jusqu'à fin 2007. Le texte final, concocté par l'OVF et rendu public en avril passé, semble complètement en dehors de la réalité.

Objectif irréalisable

La nouvelle ordonnance, qui entrera en vigueur en septembre 2008, se fixe comme objectif principal la formation des détenteurs d'animaux. Effectivement, sur les presque 80 pages que contient cette nouvelle ordonnance, beaucoup de mesures ont été énumérées pour s'assurer que le futur détenteur d'un animal en connaisse son « utilisation » sous toutes ses formes.

En tant qu'association de protection des animaux, on pourrait se réjouir de ces nouvelles dispositions. L'animal n'est pas un objet. Et la détention d'un animal devrait être réservée à celui qui s'engage à lui fournir la meilleure existence possible, que cela concerne un chien, une vache ou un lapin.

Le problème de cette nouvelle ordonnance, c'est que loin de garantir une meilleure détention des animaux, elle risque fortement de n'être au contraire qu'un coup de bluff.

Aucune administration cantonale n'a les moyens de mettre en œuvre cette ordonnance en l'état. Et il est vraisemblable qu'aucun canton n'attribuera les ressources financières suffisantes pour la faire appliquer. Dès lors, les services vétérinaires et autres services vont devenir des bureaux de distribution d'attestations, chargés de calculer le nombre de lapins que Mme X pourra détenir dans son jardin, ou le nombre de poules que Monsieur Z pourra acheter. Et gare à celui qui n'aura pas son permis à lapins. L'administration prévoit-elle des procédures pénales ou des mises sous séquestre de lapins ?

La nouvelle ordonnance prévoit également de nombreux contrôles. Très bien : les chenils, les élevages, les fermes, les animaleries. Tous ces contrôles sont quantifiés dans la nouvelle ordonnance, certains sont annuels, d'autres à effectuer tous les deux ans... Une fois encore, en raison du manque de moyens des autorités cantonales, cette situation entraînera une organisation très pragmatique des contrôles : exclusivement sur rendez-vous. Les contrôles inopinés, c'est fini. Place aux contrôles sur rendez-vous, exécutés à la chaîne.

L'OVF aurait pourtant dû retenir la leçon. C'est déjà ainsi que pratiquent depuis des années tous les cantons, qui doivent s'acquitter des contrôles officiels exigés par Berne. Les cantons ont l'obligation de contrôler une liste définie d'exploitations agricoles détenant des animaux de rentes ? Pas de problème, celles-ci sont avisées un mois à l'avance de la date et de l'heure du contrôle. Berne ou les services cantonaux entendent-ils vraiment découvrir une situation défavorable aux animaux avec ce moyen de procéder ? On peut en douter. Ce d'autant plus, qu'il est maintenant possible de réduire les paiements directs attribués à l'éleveur, si des manquements à la protection des animaux sont constatés.

Ainsi, en lieu et place d'une nouvelle ordonnance qui caricature les errances d'une administration bureaucrate, nous aurions préféré des contraintes moins lourdes en charges administratives, qui permettent d'envoyer sur le terrain les services vétérinaires, pour qu'ils puissent s'assurer des réelles conditions de détention des animaux. Des contrôles inopinés bien sûr. Et la possibilité pour les autorités d'infliger des sanctions qui soient vraiment dissuasives.

Amélioration pour les animaux

Si la nouvelle ordonnance est globalement décevante, quelques nouvelles dispositions seront néanmoins concrètement favorables aux animaux. On pense en premier lieu à l'amélioration des conditions de détention. L'aspect social des animaux est enfin pris en compte, avec l'obligation de les détenir en groupe, sauf quelques exceptions. La surface minimale au sol a également été (un peu) augmentée pour une grande partie des espèces animales référencées dans les annexes de l'OPA. La détention à l'attache est également plus stricte, mais malheureusement toujours possible pour de nombreux animaux, alors qu'elle est dans la plupart des cas injustifiable.

Le comité de rédaction

► Expérimentation animale :

Les chercheurs retrouvent le sourire

Les milieux scientifiques avaient leurs mines des petits jours durant la phase consultative de l'OPA. Suite à la nouvelle loi sur la protection des animaux votée par le Parlement fin 2005, ils manifestaient leurs craintes de voir leur « travail » entravé. Ils peuvent respirer, ils pourront toujours, en gros, faire ce qu'ils veulent.

Les seules mesures contraignantes concernent la production et l'élevage d'animaux transgéniques. Mais ces mesures sont formulées d'une manière tellement confuse, qu'elles n'entraîneront, pour les scientifiques et les autorités cantonales, qu'une multiplication de ces formulaires ou rubriques à remplir, si chers à Berne. Par contre, pour les animaux souffrant de tous les maux possibles en raison des modifications génétiques multiples provoquées sur eux, peu d'améliorations sont attendues.



La seule avancée positive concerne l'obligation pour les chercheurs d'obtenir une autorisation pour toutes utilisations d'animaux. Chaque année, environ 1/3 des animaux sont utilisés en Suisse pour des expériences en gradation 0. Les animaux étant abattus avant d'être expérimentés, il n'est actuellement pas nécessaire pour les scientifiques, de justifier leurs utilisations. Il s'agit principalement dans ces cas, de faire des prélèvements de tissus ou des dissections pour les étudiants. La nouvelle loi et ordonnance soumettront à autorisations toutes utilisations d'animaux, sauf quelques exceptions. De ce fait, il devrait être possible de s'opposer à une partie des expériences faites aujourd'hui, par exemple en obligeant à l'avenir les scientifiques à se fournir auprès des banques de tissus déjà fonctionnelles. Quant aux dissections d'animaux, nous avons bon espoir de les voir disparaître prochainement, en raison des méthodes alternatives disponibles.

Une fois encore, on ne peut qu'exprimer notre déception vis-à-vis de cette nouvelle ordonnance.

Manger végétarien, pourquoi ?

Par amour des animaux

« Je crois que l'évolution spirituelle implique d'arrêter de tuer des êtres vivants que sont les animaux simplement pour satisfaire nos désirs physiques ». Mahatma Gandhi

Chaque année, des centaines de millions d'animaux naissent et vivent dans des conditions misérables et sont abattus de manière plus ou moins cruelle.

Nous avons décrit et montré dans nos éditions antérieures la triste existence des cochons, des veaux, des poules, des lapins, sans oublier les poissons et les crustacés.

La plupart des animaux dits de boucherie n'aperçoivent le soleil que sur le chemin vers l'abattoir ; le calvaire des animaux charriés à travers pays et continents, les méthodes barbares d'abattage sont dénoncés par le grand nombre d'associations de protection des animaux. Les animaux endurent tant de souffrances parce que 90% des hommes et des femmes dévorent de la viande.



Pour notre santé

« Nous vivons de la mort des autres, nous sommes des tombes marchants » Leonardo da Vinci

Manger de la viande et du poisson est un facteur à risque, souvent responsable de nombreuses maladies : obésité, diabète, infarctus, artérosclérose, maladies rhumatismales, ostéoporose, cancer. D'éminents scientifiques reconnaissent qu'une alimentation végétarienne équilibrée couvre tous les besoins en substances nutritives essentielles et assure un bon fonctionnement du corps. Ceci est valable à tous les âges de la vie.

La production de viande - et de lait - est responsable de l'érosion des sols et représente un gaspillage démesuré de l'eau. Dénormes quantités de fertilisants et de pesticides sont répandues sur les immenses champs de monocultures alors que les usines d'animaux rejettent des masses de purin. Il en résulte une contamination des rivières et des lacs, voire de la nappe phréatique.

Parce que la production de viande et aussi responsable de la faim dans le monde

« Le bétail des riches mange le pain des pauvres »

40% de la récolte mondiale de blé et de soya est utilisé pour l'engraissement des animaux de boucherie. Pour produire un kilo de viande de bœuf, il faut 9 kilos de céréales ou soya. En réduisant la consommation de viande de 10% seulement, les pays industrialisés permettraient à des millions d'hommes de manger à leur faim. L'élevage et l'engraissement intensifs des animaux de boucherie ruinent les petits agriculteurs indigènes, et sont néfastes pour les marchés locaux. Il en résulte un exode rural vers les villes et la misère tant physique que morale des habitants de ces bidonvilles est dramatique.

La production de la viande est responsable de 9% des émissions de dioxyde de carbone et de 37% des émissions de méthane, de 65% de la production de nitrates, de 68 % des émanations d'ammoniaque et de 18% du réchauffement atmosphérique.

S'abstenir de manger de la viande, des produits laitiers, des œufs, ou en diminuer la consommation, signifie une contribution au réveil d'un monde meilleur à tous les niveaux. Une contribution que chacun peut apporter dans l'immédiat et avec peu d'effort.

Suzanne Wachtl

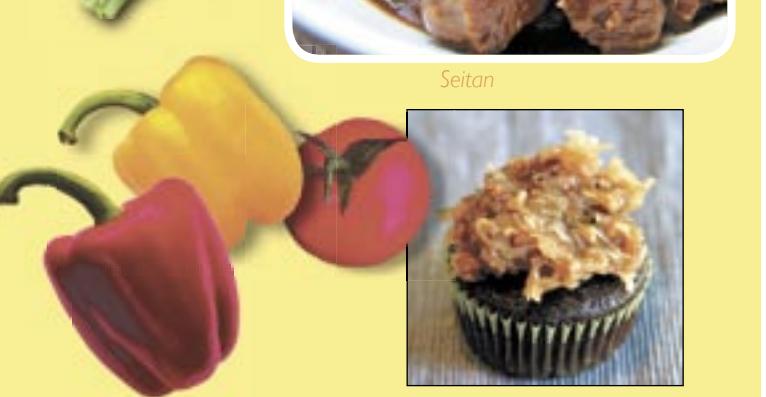


Par respect de la terre

« Le respect que nous souhaitons obtenir de l'homme envers ses semblables n'est qu'un cas particulier du respect qu'il faudrait ressentir pour toutes les formes de vie » Claude Levi-Strauss

La production intensive de viande est en grande partie responsable de la destruction de l'environnement et de la dégradation de l'atmosphère.

Environ 33% des terres arables est utilisé pour la production de viande : culture de céréales et pâtrages des herbivores, on sait que les bovins se comptent par millions ! La demande toujours croissante de l'agro-industrie de surfaces exploitablest est cause de la destruction des forêts vierges avec l'effet désastreux, pourtant connue, sur tout l'écosystème.



► Groupe pharmaceutique Sanofi-Aventis

Trop d'informations tuent le bénéfice

Dans un document interne diffusé en mars 2008, le groupe pharmaceutique Sanofi-Aventis se fixe comme objectif « prioritaire », de « neutraliser la grande presse ». Cette opération peu amicale, fait suite à la publication de plusieurs articles critiques à l'encontre du médicament « Acomplia ».

Cette pilule produite par Sanofi, censée lutter contre l'obésité de certains diabétiques, est susceptible d'en envoyer aussi quelques-uns outre-tombe. La première salve est venue de la puissante FDA américaine, qui a émis un préavis négatif à la distribution du médicament, estimant qu'il pouvait déclencher des dépressions graves, voire des tentatives de suicides chez certains malades. Le préavis de la FDA ayant été confirmé en partie par une autre étude, Sanofi peut oublier, pour l'instant, le marché américain estimé à 3 milliards de dollars par an.



Le scandale pour Sanofi, c'est que la presse européenne a osé rapporter les déboires américain d'Acomplia. Du coup, les ventes de son médicament sont (heureusement) plombées en Europe et Sanofi enrage : « *Les retombées presse grand public (...) inquiètent les patients sous Acomplia, mettent le doute chez les professionnels de santé* ». Pour convaincre les médecins et les malades de voir sous un jour plus favorable l'administration de son « médicament », Sanofi envisage les grands moyens, comme « *mobiliser la communauté diabète* (médecins, malades et proches) *autour d'une opération "Prestige"* ». Sanofi entend également briefer ses visiteurs

médicaux (commerciaux à la solde du labo) pour « *prendre entre les yeux* » les médecins réticents à la distribution de son produit.

Et pour compenser la baisse de ses revenus en raison de la stagnation des ventes d'Acomplia, Sanofi n'envisage rien de moins « *qu'augmenter la durée de traitement* ».

Interrogé sur la diffusion de ce document, Sanofi se justifie, tout en regrettant « *un certain nombre de maladresses dans sa rédaction* ». En fait, Sanofi ne regrette qu'une chose : que ce document lui ait échappé et ait été divulgué au public. Une fois encore par la presse.

Baleinier attaqué à l'acide puant

Après avoir réussi à approcher un baleinier japonais, les militants de l'organisation « Sea Shepherd » lui ont balancé pendant près d'une heure, une centaine d'enveloppes ou bouteilles contenant de l'acide butyrique.



ça une guerre chimique non violente » a déclaré le responsable de l'organisation. « Nous n'utilisons que des matières organiques, non toxique, pour harceler et perturber les actions illégales de pêche à la baleine ».

Le gouvernement japonais a transmis une vigoureuse protestation à l'Australie, fervente opposante à la capture des baleines, accusée d'avoir accueilli le navire de l'association durant sa dernière escale avant l'attaque. Les militants de Sea Shepherd ont indiqué que l'acide butyrique allait laisser une odeur pestilentielle sur le bateau durant plusieurs jours, le rendant inutilisable pour la capture des baleines. « Je pense qu'on peut appeler

Revue de presse

Suisse

Des ânes mal détenus au Tessin

La SPA Tessinoise à découvert en avril dernier une dizaine d'ânes, détenus dans un enclos boueux et plein d'excréments. Les sabots d'une ânesse étaient tellement longs qu'elle ne pouvait se déplacer qu'avec difficulté. Le vétérinaire cantonal a également constaté des traces de morsures sur des mâles détenus en groupe dans le même enclos. Depuis plusieurs années, la SPA dénonce les mauvaises conditions de détentions des équidés au Tessin.

Egypte

Vache égorgée pour un match de foot

Avant un obscur match contre l'Angola, l'équipe égyptienne s'est mise dans l'idée d'égorguer une vache « pour leur porter chance » ont annoncé les joueurs. Un photographe de l'agence de presse Reuters, convié en février dernier pour immortaliser la scène expliquait : « *Les joueurs ont encerclé la vache et l'on fait tombé par terre. Un des joueurs l'a tuée en lui enfonçant un couteau dans la gorge* ».



Allemagne

Chat défenestré : En prison

Expliquant avoir « disjoncté » après sa rupture avec sa petite amie, un berlinois reconnaît avoir jeté du 5e étage le chat de son ex-compagne. Le chat est mort, l'homme fera 7 mois de prison ferme. En Suisse, il aurait été condamné à 500.—francs d'amende. Avec sursis.

► SOS Chats Noirague

Remise à Berne de la pétition contre le commerce de peaux de chats



SOS Chats a remis le 6 mars 2008 sa pétition munie de 118'279 signatures au Parlement à Berne. Celle-ci demande l'interdiction de l'exportation et du commerce de peaux de chats en Suisse. Car si la nouvelle loi sur la protection des animaux interdit leur importation, elle en autorise toujours leur exportation et leur commerce.

«C'est un énorme succès», a déclaré Tomi Tomek, Présidente de SOS Chats. Une trentaine de personnes avaient fait le déplacement jusqu'à Berne, parmi lesquelles l'ex-miss Suisse Lauriane Gilliéron, le syndic de Lausanne et conseiller national Vert Daniel Brélaz ou encore son collègue de parti et conseiller aux Etats vaudois Luc Recordon.

Sylvie Benoît y était également présente au nom de la Ligue. Nous avions naturellement soutenu activement cette pétition, en la diffusant ou en la faisant signer sur nos stands.

La réaction de la PSA durant la récolte de signatures a d'ailleurs été assez incompréhensible. Visiblement irritée de ne pas être à l'origine de cette action, elle n'a pas hésité à tenter de discréditer cette pétition, incitant même ses membres à ne pas la signer. On regrette vivement que la protection des animaux ne soit pas envisagée par toutes les associations de notre pays comme une somme d'actions, visant un objectif commun.

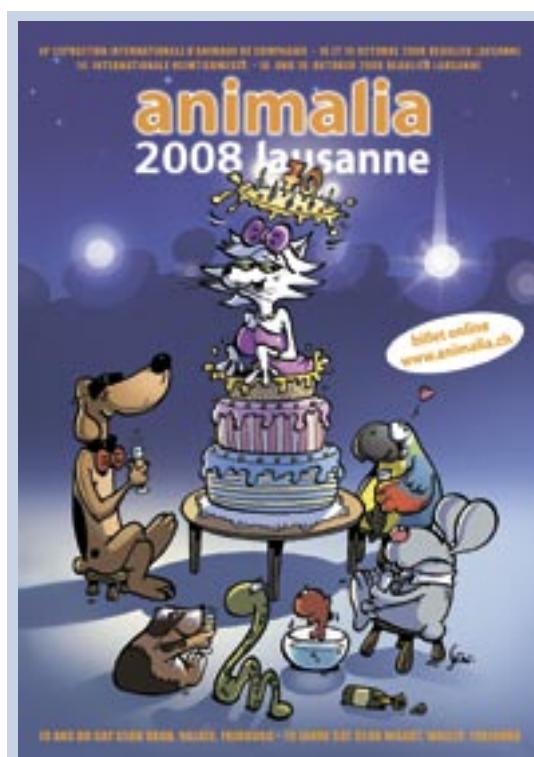
Un placebo cher est plus efficace qu'un placebo bon marché

Les résultats de cette étude plutôt surprenante, démontre que l'efficacité d'un médicament va bien au-delà de sa composition chimique.

Publiée dans le réputé *Journal of American Medical Association*, cette étude américaine effectuée auprès d'un groupe de 82 personnes démontre que l'effet d'un placebo est encore renforcé si le participant est informé que son prix est élevé. L'étude s'est déroulée de la manière suivante : Chacun des 82 participants a reçu un léger choc électrique sur le poignet pour mesurer sa perception subjective de la douleur. Puis ils ont à nouveau été testés avant et après l'administration d'un placebo. La moitié du groupe a été informée que le placebo administré était un anti-douleur coûtant 2,5 dollars.

L'autre moitié a été informée que le placebo ne coûtait que 10 cents. 85% des personnes ayant pris le placebo cher ont éprouvé une diminution de la douleur. Ainsi que 61% de ceux qui avaient pris le placebo bon marché !

Dan Ariely, l'auteur de l'étude explique : « Les médecins veulent croire que c'est le médicament et non l'enthousiasme à l'égard d'une substance particulière qui apporte le plus d'effet thérapeutique. Mais maintenant, on doit vraiment se préoccuper du pouvoir de l'interaction entre les patients et les médecins ».



14e exposition internationale d'animaux de compagnie

animalia

**Samedi 18 et dimanche 19 octobre 2008
Palais de Beaulieu – Lausanne (VD)**

Pour la deuxième année consécutive, la Ligue sera présente à ANIMALIA et nous nous ferons un plaisir de vous accueillir sur notre stand.

Nous avons prévu d'exposer plusieurs modèles synthétiques permettant le remplacement d'animaux lors d'exercices de chirurgie, et de diffuser des DVD sur d'autres alternatives comme les « POP Trainers » ou les modèles « PVC-Rat ». Il sera également possible d'essayer divers programmes alternatifs de « dissections » sur ordinateur.

Plusieurs membres du Comité seront également présents pour répondre à vos questions sur le fonctionnement de la Ligue et sur nos actions en cours.

**Salon ANIMALIA. Heures d'ouverture :
samedi et dimanche : 9h00 – 18h00**

IMPRESSION Ligue Suisse Contre la Vivisection

Fondée en 1883, la LSCV est une association conforme à l'article 60 du code civil. Ses buts sont les suivants : Combattre par tous les moyens légaux jusqu'à son abolition totale, la pratique d'expériences médicales, scientifiques, militaires, industrielles ou commerciales sur les animaux vivants (vivisection). Faire reconnaître et encourager financièrement la création et le développement de toute méthode scientifique substitutive et alternative à l'expérimentation animale. Le financement de la LSCV provient uniquement de dons et legs. La LSCV ne reçoit aucune subvention des pouvoirs publics, ce qui lui garantit une totale indépendance. Reconnue d'utilité publique, la LSCV est exonérée d'impôts et les dons d'un montant supérieur à CHF 100.– qui lui sont adressés sont fiscalement déductibles. Conformément à l'article 19 de ses statuts, la LSCV ne poursuit aucun but lucratif et ses avoirs ne peuvent être employés que pour la réalisation des buts poursuivis.

Publication : Journal édité quatre fois par année. Sauf mention contraire, les articles sont rédigés par la LSCV.

PAO et maquette : LSCV **Impression :** Edipress, sur papier recyclé Snow-Print 60 g/m² **Comité de rédaction :** Luc Fournier, Michèle Loisel, Max Moret, Susane Wachtel **Adresse :** Chemin des Arcs-en-Ciel 3, Case postale 148, CH - 1226 Thônex / GE

T 022 349 73 37 F 022 349 19 54 - admin@lscv.ch - www.lscv.ch - **Cotisation annuelle des Membres :** Minimum CHF 15.-- **CCP 12-2745-6**

Le bureau est ouvert du lundi au vendredi de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 17h00 : **Permanence en français :** du lundi au vendredi. **Permanence en allemand :** lundi, mardi matin, mercredi, jeudi matin. **Permanence en italien :** mardi après-midi, jeudi après-midi, vendredi.

Editorial

Liebe Mitglieder, liebe Freundinnen und Freunde der Liga

Die Vorbereitungen der Liga, die zusammen mit der AGSTG und der ATRA einen Informationstag sowie eine Veranstaltung mit dem Motto « **Zusammen gegen Tierversuche !** » durchführt, stehen kurz vor ihrem Abschluss. Wir hoffen auf Ihr zahlreiches Erscheinen am 27. September 2008 von 10.00 – 18.00 Uhr auf dem Waisenhausplatz in Bern. Dieser befindet sich zu Fuss nur wenige Minuten vom Bahnhof entfernt. Einen entsprechenden Plan finden Sie auf der letzten Seite dieser Zeitung.

Wegen ihrer zentralen Lage haben wir uns für die Stadt Bern entschieden. Diese ist für die Mitglieder aller drei Organisationen einfach zu erreichen. Auch symbolische Gründe haben bei unserer Wahl eine Rolle gespielt.

So befindet sich bekanntlich unser Parlament in Bern. Dieses hat die Möglichkeit, Gesetze im Bereich des Tierschutzes (und natürlich auch in allen anderen Bereichen!) zu ändern und weiterzuentwickeln. Wie unser Artikel über das Inkrafttreten der neuen Tierschutzverordnung (S. 18) zeigt, steht diesbezüglich noch viel Arbeit an. Derzeit lassen sich die Parlamentarier, die wirklich am Tierschutz interessiert sind, an einer Hand abzählen.

Dazu kommt, dass die Stadt Bern mehrere öffentliche Organisationen zählt, die direkt mit dem Tierschutz im Zusammenhang stehen. Dazu gehört das Bundesamt für Veterinärwesen (BVET). Es kontrolliert, ob sich die Kantone an die Gesetzesartikel halten, mit denen die Tiere bei Tierversuchen «geschützt» (!) werden. Ebenfalls in Bern befindet sich der Schweizerische Nationalfonds zur Förderung der wissenschaftlichen Forschung (SNF). Dieser beteiligt sich an einer Grosszahl von Versuchen, die an öffentlichen Instituten unseres Landes vorgenommen werden. Die Universität Bern führt jährlich im Schnitt rund hundert neue Versuche durch, bei denen an die hunderttausend Tiere eingesetzt werden.

Die Stände der SLGV, der AGSTG und der ATRA werden sich in einem 10X15 m grossen Zelt befinden. Einen besonderen Platz erhalten die Forschungsmethoden ohne Tierversuche (Alternativmethoden). Die Besucherinnen und Besucher werden die Möglichkeit haben, Software zu testen, mit denen Tiere bei der Ausbildung von Studierenden hauptsächlich beim Sezieren oder im Rahmen praktischer Arbeiten ersetzt werden.

Um 14.30 Uhr findet eine Podiumsdiskussion über Tierversuche statt. Den ganzen Tag hindurch besteht die Möglichkeit, an der Bar etwas zu trinken oder sich mit veganen Gerichten zu versorgen. Auch für die Unterhaltung der Kinder (Schminken, Zeichnungen) ist gesorgt. In einem zweiten Zelt werden verschiedene Filme gezeigt.

Nehmen Sie an unserer Veranstaltung teil

Im Rahmen einer Demonstration möchten wir auf unsere Anliegen aufmerksam machen. Unser Zug durch die Berner Gassen beginnt um 13.15 und dauert bis um 14.30 Uhr. Die Aktivitäten im Zelt werden während dieser Dauer eingestellt. Wir hoffen auf das zahlreiche Erscheinen unserer Mitglieder und Sympathisanten.

In der Zwischenzeit grüssen wir Sie ganz herzlich

Der Vorstand

Wie lassen sich Tierversuche recht fertigen?

Mit unserem Informationstag und der Demonstration am Samstag, den 27. September, möchten wir auf unsere Aktivitäten aufmerksam machen und die Öffentlichkeit über Tierversuche aufklären.

Bei der derzeit geführten Debatte geht es nicht nur um ethische Aspekte im Zusammenhang mit der Verwendung von Tieren und den damit verbundenen Leiden, die ihnen der Mensch beifügt. Auch vom wissenschaftlichen Standpunkt her sind wir überzeugt, dass Tierversuche für die medizinische Forschung abzulehnen sind.

Die Behauptung, dass Tiere für die Untersuchung des Menschen ein schlechtes Modell darstellen, ist nicht neu. Die Mehrheit der Wissenschaftlerinnen und Wissenschaftler sind inzwischen der Ansicht, zwischen Mensch und Tier würden zahlreiche biologische Unterschiede bestehen. Diese würden zu «*Problemen bei der Interpretation der Resultate*» führen. Somit haben wir das Stadium überwunden, indem Alternativen zu Tierversuchen undenkbar waren.



Alternativmethoden: Spektakuläre Fortschritte

In den letzten zwölf Jahren wurden bei der Entwicklung neuer Forschungsmodelle, die ohne Tierversuche auskommen, spektakuläre Fortschritte erzielt. Noch vor wenigen Jahren wurde die Entwicklung einiger dieser Modelle, die inzwischen routinemässig

eingesetzt werden, als unmöglich erachtet. Über derart rasche Fortschritte sollte man sich eigentlich freuen. Leider haben diese aber – zumindest bis anhin – nicht zu wirklichen Veränderungen bei der Arbeit im Labor geführt. Während in der Forschung immer noch zahlreiche Tiere eingesetzt werden, werden für die Entwicklung neuer Alternativmethoden nur lächerliche Summen aufgebracht.

Im Rahmen der **privaten Forschung** insbesondere der pharmazeutischen Gesellschaften ist das recht verständlich. Aus der Jahresrechnung von Pharmariesen wie Novartis oder Roche, die 2007 einen Nettogewinn von 13,2 beziehungsweise 11,4 Milliarden Franken erzielten, geht hervor, dass ein in die Forschung (15 - 20% des Umsatzes) investierter Franken nahezu deren zwei (1) einbringt.

Während sich die Aktionäre über steigende Dividenden (2) freuen, belohnen sich die Kader der gleichen Firmen mit Schwindel erregenden Salären: Der Direktor der Novartis freute sich über 17 und der Direktor der Roche über 21 Millionen. Logischerweise haben die Pharmagesellschaften deshalb keinerlei Interesse daran, ihre Vorgehensweisen zu ändern. Zwar werden nur wenig neue aktive Moleküle vertrieben, die Genehmigung neuer Medikamente erfordert lange und kostspielige Vorgehensweisen und eine Grosszahl der Präparate übersteht Testphase 3 aufgrund von unerwünschten Nebenwirkungen (3) nicht. Trotzdem bringt die auf Tierversuchen beruhende Forschung riesige Gewinne ein.

Im Rahmen der **öffentlichen Forschung** ist die mangelnde Unterstützung von Alternativmethoden hingegen schlachtweg dramatisch. Schuld daran ist keineswegs ein mangelndes Interesse an solchen Forschungsmodellen. Diese ernten in den Gängen der Universitäten längst nicht mehr den gleichen Spott, wie das früher einmal der Fall war. Inzwischen kommt kein Forscherteam

bei der Lancierung eines Projekts mehr an solchen Modellen vorbei. Dies insbesondere aus ökonomischen Gründen, aber auch weil solche Methoden in zahlreichen Fällen interessanter Antworten liefern als In-vitro-Versuche an lebenden Tieren.

Die Erklärung für die mangelnde Unterstützung ist anderswo zu suchen. Die medizinische Forschung wird von Wissenschaftlern betrieben, die von der Vivisektion leben und eine Forschung ohne den Einsatz von Tieren gar nicht anstreben. Diese Wissenschaftler belegen die bevorzugten Plätze an den Universitäten – sie sind Rektoren, Fakultätsdekane, Abteilungsdirektoren oder Leiter von Forschungsteams. So lange sie das Sagen haben, besteht keine Hoffnung auf Änderungen. Sie behaupten, die Forschung mit Tieren sei teuer, und berufen sich darauf, alles daran zu setzen, um den Einsatz der Vierbeiner auf das unbedingt Notwendige zu beschränken. Sie haben kein Interesse daran, die Entwicklung neuer Forschungsmethoden, die sich als leistungsfähiger erweisen könnten als ihre eigenen Methoden, zu unterstützen und zu fördern. Vielmehr geht es ihnen darum, sich durch die Anhäufung weiterer wissenschaftlicher Publikationen ihre Arbeitsstelle zu sichern.

Die Verwendung von Tieren für Forschungszwecke einstellen

Die mangelnde Unterstützung von Alternativmethoden durch unsere Institutionen ist natürlich bedauerlich. Trotzdem gibt es ein einfaches Mittel, um solche Entwicklungen zu fördern. Stellen wir die Verwendung von Tieren in den Labors doch einfach ein und wir werden über die neuen Möglichkeiten erstaunt sein, die sich der medizinischen Forschung bieten. Alle Wissenschaftler, die Tierversuche durchführen, sind viel intelligenter, als sie zugeben. Durch die Einstellung der

Tierversuche könnten innert kürzester Zeit neue Alternativmethoden entwickelt werden, die unter den gewohnten Umständen wegen der mangelnden finanziellen Unterstützung Jahrzehnte erfordern würden.

Die Einstellung von Tierversuchen würde die Forschung nicht behindern. Ganz im Gegenteil – sie würde ihr einen neuen, rettenden Schwung verleihen.

Der Redaktionsvorstand

(1) Investitionen in den Sektor „Forschung und Entwicklung“ im Jahr 2007:
Novartis: 7,7 investierte Milliarden bei einem Umsatz von 40 Milliarden
Roche: 8,3 Milliarden bei einem Umsatz von 46 Milliarden
Merck Serono: 1,6 Milliarden bei einem Umsatz von 7,1 Milliarden

(2) Im Jahr 2007 zahlte Novartis den Aktionären eine Dividende von 1,6 Franken (+ 19%) aus. Dies stellt die 11. Dividendenerhöhung (1,35 Franken pro Aktie im Jahr 2006, 1,15 Franken im Jahr 2005) in Folge seit der Gründung von Novartis im Jahr 1996 dar.
Zum 21. Mal hintereinander kassierten die Aktionäre von Roche höhere Dividenden (+35%) als im Vorjahr.

(3) Im Schnitt dauert es rund zehn Jahre, bis ein neu hergestelltes Medikament auf den Markt gebracht werden kann. Anzahl Medikamente, die in Europa seit 2007 entwickelt werden:
Präklinische Phase: 680 (davon 49 in der Schweiz), Phase 1: 295 (21 in der Schweiz), Phase 2: 495 (40 in der Schweiz), Phase 3 (kurz vor der Einreichung eines Antrags auf Bewilligung): 143 (22 in der Schweiz)
Mit insgesamt 132 Medikamenten in der Testphase nimmt die Schweiz hinter England (361), Deutschland (262), Dänemark (188) und Frankreich (173) den fünften Platz ein.
Novartis hat 76 „Projekte“ lanciert, von denen sich rund fünfzig in der klinischen Phase 2 oder 3 befinden.

Im Jahr 2007 bewilligte die „Food and Drug Administration“ (FDA), die für die Bewilligung des Medikamentenvertriebs in den Vereinigten Staaten zuständig ist, fünf neue Moleküle. Im gleichen Jahr wurden 26 Medikamente (alle Kategorien) bewilligt (2006 waren es 36).

In Europa bewilligte die European Medicines Evaluation Agency (EMEA), welche die Entwicklung neuer Medikamente in der Europäischen Union koordiniert und supervisiert, vier neue Moleküle und dreizehn Medikamente.

► Grundlagenforschung

Ein System, das Innovationen in keiner Weise fördert

Die Wissenschaftler unserer Universitäten zeichnen sich nicht gerade durch ein ausgeprägtes Interesse an der Entwicklung von Alternativmodellen aus. Allerdings unterstützt das System, in dem sie sich bewegen, zwar die Forschung, fördert aber Innovationen in keiner Weise.

Die Professoren selber verfügen wohl über einen Lehrstuhl, der ihnen ein anständiges Salär sichert. Alle übrigen Wissenschaftler müssen sich aber ständig um Finanzierungsquellen bemühen, um ihre Projekte sichern zu können. Forscher gibt es viele – mit den Finanzen hapert es aber

ständig. Ein Grossteil der Wissenschaftler muss sich deshalb mit den zahlreichen schlecht bezahlten Assistenzstellen (1) begnügen.

Publizieren oder untergehen

Wer sich aus der breiten Masse der Wissenschaftler abheben möchte, muss das Motto «*Publish or perish*» befolgen. Karriere und Möglichkeiten zur Finanzierung der eigenen Forschung hängen von der Anzahl Publikationen (2) eines Wissenschaftlers ab. Das Wettrennen um die Publikation von Artikeln beginnt nach dem dritten

Studienabschnitt. Wenn ein Doktorand in der Zeitschrift *Science* oder *Nature* einen Artikel veröffentlichen kann, ist sein Posten an der Universität seiner Wahl schon fast gesichert. Wenn er während dieser Zeit wiederum einen oder mehrere Artikel veröffentlichten kann, wird er eine Stelle als Assistentprofessor erhalten. Publiziert er in den fünf darauf folgenden Jahren nichts mehr, kann er das Ganze vergessen. Ein renommiertes Labor (ein Labor, das publiziert) wird ihn nicht mehr anstellen, denn ein solches ist auf Publikationen angewiesen, um gute Mitarbeitende und ausreichende Finanzen zu erhalten.



Um publizieren zu können, müssen aber Artikel vorgelegt werden, die bei den Mitgliedern der Verlagsvorstände dieser Zeitschriften auf Interesse stossen. In den meisten Fällen handelt es sich dabei um Wissenschaftler, die ebenfalls im Rahmen öffentlicher Institutionen in der Forschung tätig sind. In solchen Fällen ist es somit besser, in klassischen Bereichen tätig zu sein und sich nicht auf Neuland vorzuwagen. Dies umso mehr, da bei den beiden erwähnten Zeitschriften 80% der Artikel schon nach einer ersten Lektüre abgelehnt und nur 5% tatsächlich publiziert werden.

Ein Wissenschaftler, der Alternativmethoden verwendet, publiziert somit nicht oder nur wenig. Wer nicht publiziert, erhält aber kein Geld. Dies erklärt zweifellos, warum die meisten Forscherteams an den Universitäten unseres Landes – sei es nun in Zürich, Bern, Lausanne oder Genf – auf den gleichen Gebieten tätig sind und in etwa die gleiche Arbeit leisten. Die Universitäten werden so zu einem hartnäckigen Konkurrenzkampf gezwungen. Um die Zahl der jährlich erscheinenden Publikationen zu erhöhen (3), müssen sie renommierte Professoren einstellen, die horrende Saläre beziehen.

Somit ist es nicht weiter erstaunlich, dass unser Land im Bereich der Forschung mit Alternativmethoden nicht sehr innovativ ist. Während die Europäische Union alternative Forschungsprogramme auf die Beine stellt, die mit mehreren Dutzend Millionen Euros dotiert sind, beläuft sich das in der Schweiz (4) für die gleichen Studienbereiche jährlich zur Verfügung stehende Budget auf lächerliche 800'000 Franken.

Der Redaktionsvorstand

(1) Eine 1997 durchgeführte Zählung ergab, dass an den Schweizer Universitäten rund 24'000 Assistenten angestellt sind.

(2) Weltweit gibt es rund 4'500 wissenschaftliche und medizinische Zeitschriften (in Papierform). Im wissenschaftlichen Bereich sind *Science* und *Nature* führend.

Zu den wichtigsten Publikationen im medizinischen Bereich gehören (ihrer wissenschaftlichen Bedeutung nach): *The New England Journal of Medicine*, *The Lancet*, *JAMA* (Journal of American Medical Association), *Annals of Internal Medicine* und *British Medical Journal*.

(3) Bei der Klassierung der «besten» Institutionen wird von der Anzahl wissenschaftlicher Publikationen im Vergleich zum Jahresbudget einer Universität ausgegangen.

(4) Die 1987 in der Schweiz gegründete Stiftung Forschung 3 R wird von der öffentlichen Hand (und insbesondere vom Bundesrat) damit beauftragt, die Alternativforschung in der Schweiz (im Sinne der 3 R Reduction – Refinement – Replacement) beziehungsweise Verfeinern – Vermindern – Vermeiden) voranzutreiben. Mit einem durchschnittlichen Jahresbudget von Fr. 800'000.- konnte sie während ihrer zwanzigjährigen Tätigkeit nur rund hundert Projekte unterstützen. Im Vergleich zu den 850 neuen Tierversuchen, die in unserem Land jährlich bewilligt werden, ist dies nicht allzu viel.

► Tierversuche

Sechs Männer nach Medikamententests im Spital

Am 13. März 2006 zeigte ein dramatischer Vorfall, welche Risiken Freiwillige auf sich nehmen, wenn sie sich für Medikamententests zur Verfügung stellen, die auf der Grundlage von Tierversuchen vorgenommen werden.

Wegen den Auswirkungen solcher Tests mussten sechs bis zu diesem Zeitpunkt kriegesunde Männer auf die Intensivstation eines Londoner Spitals gebracht werden. Zwei von ihnen befanden sich in einem «kritischen» und vier in einem «ernsten» Zustand. Die 18- bis 30-jährigen Männer hatten sich für durchschnittlich 3'300 Euro für einen klinischen Versuch (1) zur Verfügung gestellt. Dieser diente dazu, ein neues Molekül gegen eine seltene Form chronischer Leukämie zu testen. Nach der Einnahme des Produkts kam es zuerst zu einer unkontrollierten Produktion von Zytokinen und anschliessend zu einer heftigen Reaktion des Immunsystems. Sechs Freiwillige begannen, unter heftigen Schmerzen zu leiden und zu schwitzen.

Sie mussten sich übergeben, verloren ihr Bewusstsein und mussten auf die Intensivstation gebracht werden. Nur die beiden Testpersonen, denen ein Placebo verabreicht worden war, kamen unbehelligt davon. Einer von ihnen erzählte: «Alle mussten sich die ganze Zeit übergeben. Sie fielen in Ohnmacht und kamen wieder zu sich. Wahrscheinlich hatten sie Migräne – viele hielten sich den Kopf.»

Weinend berichtete BBC-Produzentin Myfanwy Marshall, ihr 28-jähriger Freund gleiche dem «Elefant Man»: «Eine Maschine leert seine Lungen. Seine Brust ist geschwollen, sein Gesicht aufgedunsen und gelb-violett. Die Ärzte haben kein Mittel dagegen. Wenn nicht noch ein Wunder geschehen sollte, gehen sie davon aus, dass er jederzeit sterben kann.»

Von der Europäischen Arzneimittelagentur (EMEA) bewilligter Test

Der Versuch wurde von einer Forschungseinheit unter der Leitung der amerikanischen Gesellschaft Parexel International am Spital Northwick Park im Norden Londons durchgeführt. Die Zulieferfirma zählt zahlreiche

Pharmagesellschaften zu ihren Kunden. Die getestete Substanz – der monoklonale Antikörper TGN 1412 – wurde ursprünglich vom deutschen Biotechnologieunternehmen TeGenero erfunden und entwickelt. Die Firma erklärte: «Die an Nagern und Makaken durchgeföhrten Tests liessen in keiner Weise eine derartige Reaktion erahnen.»

Am 5. Juli 2005 hatte die Europäische Arzneimittelagentur (European Medicines Agency EMEA) die ersten klinischen Versuche der Phase 1 bewilligt. Bei dieser Gelegenheit erklärte sie, sich auf die Resultate von Tierversuchen zu stützen.



Tierversuche in Frage gestellt

Der in den Medien stark verbreitete Vorfall zeigte, wie unzuverlässig Tierversuche sind, und sorgte in den medizinischen Fachkreisen für Ratlosigkeit.

Dabei hatte die amerikanische Arzneimittelzulassungsbehörde (Food and Drug Administration FDA) genau zu diesem Zeitpunkt erklärt, die Durchführung klinischer Versuche erleichtern zu wollen. Anfang 2006 hatte sie das Inkrafttreten eines neuen Reglements mit einer recht kurzen „Nullphase“ (mindestens sieben Tage) beim Menschen angekündigt, bevor die entsprechenden Tierversuche abgeschlossen würden. Dabei sollten den freiwilligen Testpersonen kleine Mengen von Versuchsprodukten verabreicht werden. Auf diese Weise wollte man testen, wie die Präparate vom menschlichen Organismus verarbeitet würden. Die Ankündigung der FDA stiess bei den grossen Pharmagesellschaften wie Novartis und Pfizer auf Begeisterung. Durch die Verkürzung der Schritte zur Freigabe von Medikamenten ermöglichte die neue Gesetzgebung

einen wertvollen Zeitgewinn. Dazu kam, dass die Zuverlässigkeit der Tiermodelle sei einigen Jahren nicht mehr als zufriedenstellend erachtet wurde. Die Pharmaindustrie investierte deshalb jedes Jahr mehr Geld in die Entwicklung bioinformatischer Modelle. Mit Hilfe eines virtuellen menschlichen Organismus kann bei solchen Modellen immer genauer simuliert werden, wie eine Substanz wirkt (2).

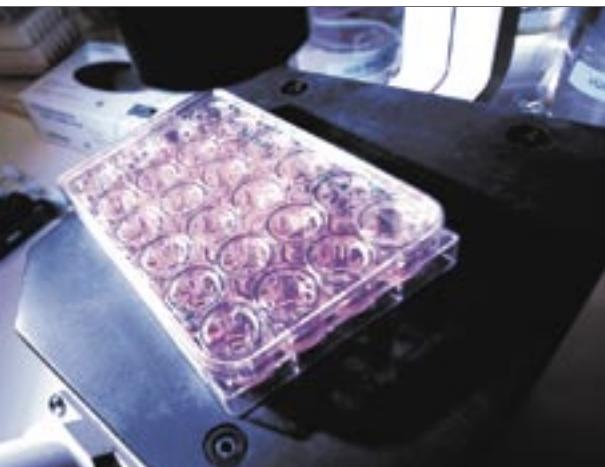
Bei den Wissenschaftlern fielen die Reaktionen heftiger aus. Einige schreckten nicht davor zurück, die Tierschutzverbände zu beschuldigen, Druck auf die öffentliche Hand auszuüben. Sie seien dafür verantwortlich, dass immer weniger Tiere für Toxizitätstests im Rahmen neuer Substanzen verwendet würden. Gleichzeitig forderten sie, die Nebenwirkungen neuer therapeutischer Moleküle sollten an einer viel höheren Zahl von Versuchstieren und viel mehr Gruppen getestet werden können. Die Antwort erfolgte acht Monate später. In dieser Zeit war es britischen Forschern gelungen, *in vitro* die katastrophalen Auswirkungen zu simulieren, unter denen die sechs Versuchspersonen des erwähnten klinischen Tests gelitten hatten.

Nebenwirkungen durch In-vitro-Test bewiesen

Stephen Inglis' Team vom National Institute for Biological Standard and Control (NIBSC) hatte es geschafft, diesen Sturm der Zytokine im Labor zu reproduzieren. Dabei stellte sich heraus, dass nichts Besonderes geschah, wenn sich der Antikörper bei der Anwesenheit von Zellen des menschlichen Immunsystems in einer Lösung frei bewegen konnte. Wurde dieser aber zuerst auf eine Oberfläche gelegt und so unbeweglich gemacht, ging der Sturm los. Die Forscher vermuteten, dass sich der Antikörper TGN 1412 im menschlichen Organismus irgendwo verhakte, was bei den Nagetieren und Makaken nicht der Fall war.

Dies beweist, dass auch weiterführende Tests oder die Verwendung einer grösseren Anzahl von Tieren nichts gebracht hätten. Es zeigt aber auch, dass die In-vitro-Forschung als allgemeine Alternative – trotz der geringen finanziellen Mittel, die dafür aufgewendet werden – im vorliegenden Falle medizinische Studien ermöglichte, die für den Menschen viel aussagekräftiger waren als die Tierversuche.

Der Redaktionsvorstand



(1) Vor der definitiven Zulassung eines Medikaments werden am Menschen Tests vorgenommen. Diese bestehen im Allgemeinen aus vier Schritten (Phasen): Die klinischen Studien der Phase 1 finden nach den Tierversuchen statt und stellen den ersten Schritt eines Prozesses dar, der zum Vertrieb eines Medikaments führt. Die Versuche werden meist an gesunden freiwilligen Testpersonen vorgenommen, die im Allgemeinen dafür bezahlt werden. Betroffen ist nur eine kleine Anzahl gesunder Personen. Diese Tests dienen nicht dazu, die Wirksamkeit des aktiven Prinzips zu untersuchen, sondern die pharmakodynamischen Merkmale eines Medikaments sowie dessen allfällige Toxizität zu prüfen.

Die klinischen Versuche der Phase 2 dienen hauptsächlich dazu, die kurzfristige pharmakologische Toxizität und – in einem geringeren Massen – die Wirksamkeit eines neuen Medikaments zu prüfen. Die Tests werden an Personen vorgenommen, die an den besagten Krankheiten leiden. Sie richten sich an Gruppen von 20 – 300 Testpersonen.

Bei den klinischen Versuchen der Phase 3 handelt es sich um komparative Wirksamkeitsstudien. Dabei wird das Medikament mit einem entsprechenden Präparat oder einem Placebo verglichen. An diesen Tests sind oft mehrere Tausend Freiwillige beteiligt. Die extrem kostenintensiven Programme werden von den Pharmagesellschaften bezahlt.

Die klinischen Versuche der Phase 4 – auch Überwachungsstudien genannt – ermöglichen es insbesondere, die langfristige Toxizität und Wirksamkeit von Medikamenten zu prüfen, die sich bereits im Handel befinden.

(2) Gemäss einer im Juni 2008 veröffentlichten Studie von PricewaterhouseCoopers Schweiz (PwC) könnten mit In-silico-Methoden (bioinformatische Methoden) die Entwicklungsphasen von Medikamenten von acht auf ein bis zwei Jahre gesenkt werden.

Testperson wegen unbezahlten Rechnungen

Die Behauptung, dank Tierversuchen könne die Toxizität einer Substanz mit ausreichender Sicherheit bestimmt werden, bevor diese an Menschen verabreicht würde, ist völlig unzulässig. Leute, die so etwas sagen, müssten sich ernsthaft fragen, ob sie selber an einer klinischen Studie der Phase 1 teilnehmen würden.

Tatsächlich handelt es sich bei den «freiwilligen» Testpersonen, die für diese Art Studie ausgewählt werden, meist um Leute mit finanziellen Problemen oder um Studierende, die sich so einen Teil ihres Studiums finanzieren.

Wie eine junge Frau erzählte, nahm ihr Freund am erwähnten Versuch teil, um offene Rechnungen zu bezahlen. Am stärksten betroffen war der 20-jährige Londoner Student Ryan Wilson. Einen Monat nach Verabreichung des Antikörpers lag dieser immer noch im Spital. Nach dem Versuch litt er an Herz-, Nieren- und Leberversagen sowie einer Lungenentzündung und Blutvergiftung. In einer Zeitung veröffentlichte Fotos zeigten, dass ein Grossteil seiner Finger und Zehen schwarz geworden war. Ryan Wilson erklärte, er würde seine Finger- und Zehenspitzen verlieren. «Man hat mir gesagt, sie seien wie erfroren und würden abfallen.» Die Ärzte hätten ihm auch zu verstehen gegeben, dass er wohl nicht überleben würde.



Man könnte annehmen, ein solcher Vorfall würde allfällige Freiwillige von der Teilnahme an einem solchen Versuch abschrecken. In Tat und Wahrheit stiessen die klinischen Tests aber auf zunehmendes Interesse, als öffentlich bekannt wurde, welche Summen dafür bezahlt worden waren (1).

(1) Wadman M. «London's disastrous trial has serious side effects for research». *Nature* 2006;440:388-9.

Dank der Entwicklung neuer Forschungsmethoden, die ohne den Einsatz von Tieren auskommen, lässt sich die Vivisektion teilweise aufheben. Diese neuen Methoden werden von der SLGV finanziell unterstützt.

Unterstützung von Alternativmethoden durch die SLGV

Eine Alternativmethode ist eine Forschungsmethode, die ohne den Einsatz von Tieren auskommt. Bei Alternativmethoden werden unter anderem menschliche Zell- oder Gewebekulturen und Computermodelle verwendet. Alternativmethoden werden auch im Unterricht sowie bei der Ausbildung von Chirurgen oder Biologie- und Medizinstudenten eingesetzt.

Einige Tierschutzverbände behaupten, Tierversuche würden «durch die Verwendung von Alternativmethoden aufrecht erhalten». Derartige Behauptungen sind falsch und absurd. Verbände wie die SLGV setzen sich nicht für eine Forschung ein, bei der Tierzellen verwendet werden. Wir finanzieren ausschliesslich Projekte, bei denen «menschliches» Material zum Einsatz gelangt. Dies gilt beispielsweise

für Zellen oder Gewebe, die aus Biopsien stammen, die in Spitäler an Patienten vorgenommen werden. Da menschliche Krankheiten mit den neuen Methoden auf zuverlässigere Weise untersucht werden können, als dies bei Tiermodellen der Fall war, lässt sich die Vivisektion teilweise aufheben. Bei der Untersuchung von Tierzellen ergeben sich hingegen die gleichen Nachteile wie bei der Arbeit mit lebenden Tieren.

Die SLGV unterstützt nur Projekte, die ohne Tierversuche auskommen. Labors, in denen Tiere gehalten und eingesetzt werden (auch wenn dies inzwischen der Vergangenheit angehören sollte!), werden von der SLGV in keiner Weise unterstützt. Dies gilt auch dann, wenn solche Labors ein Projekt vorlegen, das unserem Pflichtenheft vollumfänglich entspricht.

Das Tierschutzgesetz und die entsprechende Verordnung verbieten den Einsatz von Tieren im Unterricht. Ärzten, die ein entsprechendes Gesuch stellen, wird von den kantonalen Behörden trotzdem eine Bewilligung erteilt. Die SLGV gab 2002 eine Broschüre für die kantonalen Veterinärämter heraus, die den Einsatz von lebenden Tieren für die Ausbildung von Chirurgen bewilligen.



Darin wurde gezeigt, dass sich durch die Verwendung von «POP TRAINER» und «BODY FORM» Apparaten Tiere ersetzen lassen und die Apparate zudem recht billig zu stehen kommen.

Anschliessend fragten wir beim Bundesamt für Veterinärwesen (BVET) an, ob es die Verwendung solcher Modelle unterstützte. Einmal mehr stiessen wir jedoch auf taube Ohren. In einer zweiseitigen Stellungnahme schaffte es das Amt nicht, auch nur in annähernd verständlicher Manier auf das Thema einzugehen. Bürokratensprache ist eine besondere Spezialität des BVET, welches sich für das «Wohl von Mensch und Tier» einsetzt.

Die SLGV setzt sich derzeit für die Finanzierung von Methoden ein, dank denen im Unterricht und in der wissenschaftlichen Forschung auf Tiere verzichtet werden kann.

Finanzierung von Material

Ausbildung von Chirurgen

Die SLGV finanziert jedes Jahr Modelle, mit denen Ärzte teams chirurgische Übungen vornehmen können, ohne auf Tiere zurückgreifen zu müssen.

«POP TRAINERS»

Mit den so genannten «POP TRAINERS» finanzierte die SLGV ab 1995 die ersten Modelle, die den Einsatz von lebenden Tieren überflüssig machten. Bei diesen Geräten werden aber leider (hauptsächlich von Schweinen stammende) Tierorgane aus Schlachthöfen eingesetzt. Wir erachten dies als Nachteil, obwohl die Organe sonst einfach verbrannt worden wären. Es ist aber auf jeden Fall besser, Organe von Tieren zu verwenden, die sowieso geschlachtet worden wären, als auf lebende Schweine zurückzugreifen, die in düsteren Versuchstierzüchterien gehalten und anschliessend stundenlang betäubt werden.

Trotzdem finanzieren wir seit einigen Jahren hauptsächlich Modelle wie «BODY FORM» oder «PVC-RATTEN», die ausschliesslich aus synthetischem Material bestehen.

«BODY FORM»

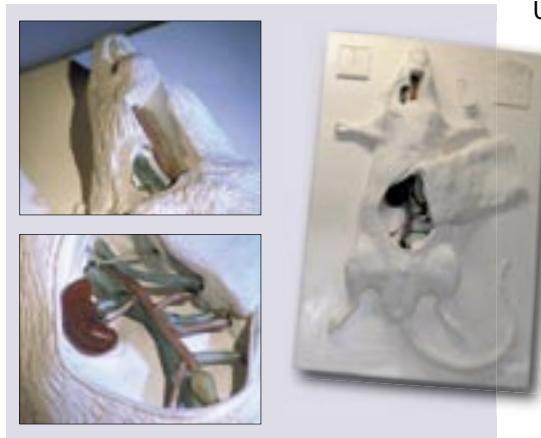
Die von der Firma Limbs and Thinks hergestellten Apparate BODY FORM für die Laparoskopie bestehen ausschliesslich aus synthetischem Material. Mit verschiedenen austauschbaren Organen aus synthetischen Fasern (Latex, Plastik) werden im Innern einer Puppe Struktur und Farbe menschlicher Eingeweide nachgebildet. Diese sind den jeweiligen Versuchen entsprechend angeordnet. Die Apparate wurden hauptsächlich für eine Verwendung in der Verdauungs- sowie der urologischen und gynäkologischen Chirurgie entwickelt. Bei BODY FORM handelt es sich um qualitativ hochwertige Modelle, mit denen die menschliche Anatomie und ihre Variationen nachgebildet werden. Die Modelle lassen sich mehrfach verwenden.



Das Modell «PVC-RATTE»

Das ausschliesslich aus synthetischem Material bestehende Modell ist der Anatomie von Ratten nachgebildet. Diese wurden bis anhin bei mikrochirurgischen Übungen eingesetzt. Es wird von der «Microsurgical Developments Foundation» betrieben, einem nicht gewinnorientierten Unternehmen mit Sitz in Holland, das 1990 gegründet wurde.

Mit dem Modell können rund 25 mikrochirurgische Techniken trainiert werden. Dazu gehören beispielsweise Anastomosen, das Setzen von Kanülen oder Transplantationen von Blutgefässen und Organen.



Das Modell wird von zahlreichen Veterinärfakultäten und Spitätern in Europa verwendet, gelangte in der Schweiz aber bisher nicht zum Einsatz (!). 2006 holten wir deshalb ein Gutachten eines Chirurgie- und Transplantationsteams des Berner Inselspitals ein. Dieses sollte zeigen, ob sich das Modell für

- Übungen angehender Chirurgen in der Mikrochirurgie oder
- die Perfektionierung von Chirurgen, die sich in der mikrochirurgischen Technik der Gefäss- und Nervennähte bereits auskennen, eignet.

Aus dem Gutachten ging hervor, dass es sich um ein ausgezeichnetes Modell handelt. Wir stellen dieses deshalb auch weiterhin unentgeltlich allen Chirurgenteams zur Verfügung, die auf Tierversuche verzichten möchten.

Unterricht an Hochschulen

Aktuelle Lage

Obwohl die SLGV den öffentlichen Betrieben unentgeltlich Alternativmodelle (aus synthetischem Material oder Computersoftware) für die Ausbildung der Studierenden zur Verfügung stellt, werden an unseren Universitäten und Fachhochschulen und manchmal sogar an Kantonsschulen im Rahmen des Biologieunterrichts jedes Jahr Tausende von Tieren eingesetzt.

Diese Tiere – hauptsächlich Ratten und Frösche – werden meist nur getötet, um sie zu sezieren oder ihnen Organe zu entnehmen, die bei verschiedenen Versuchen im Rahmen praktischer Arbeiten verwendet werden. Wissenschaftlich lässt sich in keiner Weise begründen, warum seit Jahrzehnten dieselben Versuche durchgeführt werden. Im Rahmen der praktischen Arbeiten lassen sich die Tiere einfach durch die zahlreichen bereits bestehenden Alternativmodelle ersetzen. Diese sind äusserst leistungsfähig und kosten wenig. An zahlreichen Universitäten im Ausland werden sie im Rahmen der Ausbildung von Biologie- und Medizinstudenten bereits eingesetzt.

Unserer Ansicht nach werden die Tiere im Unterricht aus einem einzigen Grund seziert: Die Studierenden sollen emotional auf das vorbereitet werden, was später für verschiedene das «Arbeitsmaterial» darstellen wird. Leider ist der Einsatz von Tieren für den Unterricht an Schweizer Hochschulen in den meisten Fällen nicht beschränkt. Nicht verhindern lassen sich beispielsweise Tierversuche im Rahmen von Experimenten des Schweregrades 0. Im Jahr 2005 sprach sich das kantonale Veterinärsamt in Genf (OVC) gegen die Verwendung von Fröschen im Rahmen praktischer Arbeiten an der pharmazeutischen Abteilung der Universität Genf aus. Die Universität legte beim Verwaltungsgericht Rekurs gegen den Beschluss ein. Dieser wurde aufgehoben und das OVC verurteilt.

Aus dem Beschluss des Verwaltungsgerichts lässt sich eine klare Schlussfolgerung ziehen: In rechtlicher Hinsicht spielt es überhaupt keine Rolle, ob ein Versuch absolut widersinnig ist und schon tausendmal durchgeführt wurde. Wenn ein Professor möchte, dass seine Studierenden Dutzende von Tieren umlegen, lässt sich dies auf rechtlichem Weg nicht verhindern.

Finanzierung und Verbreitung von Publikationen zur Unterstützung von Alternativmethoden

InterNICHE

InterNICHE ist ein internationales Netzwerk aus Studierenden und Professoren, die sich gegen Tierversuche in Forschung und Unterricht einsetzen.

Das 1988 unter der Bezeichnung EuroNICHE gegründete Netzwerk wurde im Jahr 2000 in InterNICHE umbenannt, nachdem sich dieses an internationalen Projekten beteiligt und so seine Tätigkeitsfeld infolgedessen erweitert hatte. InterNICHE verfügt heute über Koordinatoren in rund dreissig Ländern.

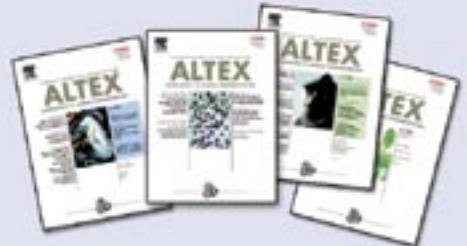
Die SLGV unterstützt InterNICHE seit vielen Jahren finanziell. Sie vertreibt in der Schweiz

insbesondere das Buch «From Guinea Pig to Computer Mouse». Dieses Werk umfasst über 500 Methoden, mit denen sich Tierversuche im Unterricht ersetzen lassen. Es stellt derzeit die umfassendste Publikation zu bestehenden Alternativmethoden dar. «From Guinea Pig to Computer Mouse» wird den Professoren und Studierenden der Hochschulen sowie den Ethikkomitees abgegeben.

Die SLGV beteiligte sich 2002 an der Abgabe dieser Publikation an alle kantonalen Behörden und Mitglieder von kantonalen Tierversuchskommissionen. Letztere haben insbesondere die Aufgabe, Bewilligungen für den Einsatz von Tieren im Rahmen der Ausbildung von Studierenden und Chirurgen zu erteilen.

ALTEX

Seit mehreren Jahren unterstützt die SLGV die Zeitschrift ALTEX.



Diese Zeitschrift wird seit 1984 viermal jährlich auf Englisch und Deutsch herausgegeben. Sie beinhaltet Zusammenfassungen, Originalartikel und Depeschen über wissenschaftliche Abhandlungen zu Tierversuchen. Seit 2006 gehört ein Vertreter der SLGV dem Vorstand der Zeitschrift an.

Finanzierung von Forschungsprojekten

Insbesondere in der Schweiz wurden in den letzten Jahren verschiedene Projekte mitfinanziert oder finanziert. Diese dienten dazu, menschliche Krankheiten oder die Toxizität chemischer Substanzen auf menschliche Zellkulturen zu untersuchen.

Um Projekte in den uns wichtig erscheinenden Bereichen (beispielsweise Toxizitätstests) anzuregen, vergibt die SLGV ein Stipendium, mit dem solche Projekte während einer Dauer von drei Jahren vollumfänglich finanziert werden.

Finanzierung von Labors

In den Jahren 2006 und 2007 unterstützte die SLGV zwei Labors, die sich auf die Entwicklung neuer Modelle menschlicher Zellen spezialisiert haben. Eines davon befindet sich in Frankreich, das andere in der Schweiz. Für 2008 hat der nationale Vorstand der SLGV beschlossen, die Schweizer Labors mit Hilfe eines zinslosen Darlehens zu unterstützen und die Kosten für die Einrichtung und Genehmigung von neuem Material zu übernehmen. ■

► Neue Tierschutzverordnung

Viel Wirbel um nichts

Sind wirklich 226 Artikel erforderlich, um so viele kosmetische Verschönerungsmassnahmen und administrative Schwerfälligkeit festzuhalten? Nach einem ersten Verordnungsentwurf im Juli 2006 und einer sechsmonatigen Vernehmlassung wurde Ende 2007 eine Zusammenfassung der Stellungnahmen und der Verhandlungen mit den verschiedenen Parteien herausgegeben. Der vom BVET verfasste und im April veröffentlichte Schlusstext scheint der Realität in keiner Weise Rechnung zu tragen.

Unerreichbares Ziel

Hauptziel der neuen Verordnung, die im September 2008 in Kraft treten wird, ist die Ausbildung der Tierhalter. Im rund 80 Seiten umfassenden Text wurden zahlreiche Massnahmen aufgelistet, die gewährleisten, dass künftige Tierhalter bis ins Detail wissen, wie sie mit ihren Schützlingen umzugehen haben.

Als Tierschutzverband könnte man sich über diese neuen Bestimmungen freuen. Tiere werden nicht mehr länger als Gegenstand betrachtet. Bei Hund, Kuh, Hase und allen übrigen Vierbeinern sollte die Haltung demjenigen vorbehalten bleiben, der sich bestmöglich um ein Tier kümmert.

Eine bessere Tierhaltung ist aber mit dieser Verordnung leider in keiner Weise gewährleistet. Es handelt sich vielmehr um einen grossen Bluff. Keine Verwaltung verfügt über die Mittel, um die neuen Vorschriften umzusetzen. Mit grösster Wahrscheinlichkeit wird kein Kanton die erforderlichen finanziellen Mittel erteilen, damit die Verordnung angewandt werden kann. Veterinärämter und sonstige Dienststellen werden sich zu Büros entwickeln, die Bescheinigungen erteilen. Diese werden dazu dienen, die Anzahl Hasen zu berechnen, die Frau X in ihrem Garten halten darf, oder anzugeben, wie viele Hühner Herr X kaufen kann. Wer nicht über eine solche Hasenbewilligung verfügt, wird aufpassen müssen. Ob die Verwaltung wohl Strafverfahren oder die Beschlagnahmung von Hasen vorsieht?

Die neue Verordnung schreibt auch zahlreiche Kontrollen vor. Diese gelten für Hundezwinger, Zuchtbetriebe, Bauernhöfe und Versuchstierzüchterien. Alle sind in der neuen Verordnung zahlenmäßig erfasst – einige müssen jährlich, andere jedes zweite Jahr durchgeführt werden. Auch diese Kontrollen werden wegen der mangelnden Mittel der kantonalen Behörden sehr pragmatisch gehandhabt und nur nach Vereinbarung durchgeführt werden. Unangekündigte Kontrollen werden damit ein Ende haben. Neu werden Kontrollen auf Termin anstehen, die am Fliessband vorgenommen werden.

Das BVET hätte es besser wissen müssen. So gehen seit Jahren alle Kantone vor,

welche die von Bern geforderten offiziellen Kontrollen durchführen müssen. Wenn Kantone also eine Liste mit bestimmten landwirtschaftlichen Betrieben erhalten, die Nutztiere halten, werden diese einen Monat im Voraus über das Datum und die genaue Uhrzeit der Kontrolle informiert. Glauben die Verwaltung in Bern und die kantonalen Veterinärämter wirklich, auf diese Weise falsch gehaltene Tiere zu entdecken? So etwas ist äusserst zweifelhaft. Umso mehr angesichts der Tatsache, dass Direktzahlungen an die Züchter mit dem neuen Gesetz gesenkt werden können, wenn Verstöße gegen den Tierschutz festgestellt werden.

Die neue Verordnung stellt somit eine eigentliche Karikatur der Irrwege einer bürokratischen Verwaltung dar. Wir hätten Auflagen mit einem weniger grossen administrativen Aufwand bevorzugt, bei denen die Veterinärämter vor Ort aufgetaucht wären, um die Haltebedingungen von Tieren zu überprüfen. Dabei denken wir natürlich an unangekündigte Kontrollen. Die Behörden hätten zudem die Möglichkeit erhalten sollen, wirklich abschreckende Sanktionen vornehmen zu können.

Verbesserung für die Tiere

In ihrer Gesamtheit stellt die neue Verordnung eine Enttäuschung dar. Trotzdem bringen einige neue Bestimmungen Verbesserungen für die Tiere. Diese betreffen in erster Linie die Haltebedingungen. Endlich wird berücksichtigt, dass Tiere soziale Wesen sind. Mit wenigen Ausnahmen müssen sie deshalb künftig in Gruppen gehalten werden. Für einen Grossteil der im Anhang des TSchV aufgeführten Arten wurde zudem eine (etwas) grössere Mindestfläche bei der Haltung vorgeschrieben. Die Anbindehaltung wird ebenfalls strenger gehandhabt. Obwohl sie sich in den meisten Fällen in keiner Weise rechtfertigen lässt, ist sie bei zahlreichen Tieren leider immer noch möglich.

Der Redaktionsvorstand

Tierversuche – Forscher sind erfreut

Während der Vernehmlassung zur TSchV machten die Wissenschaftler lange Gesichter

Als im Parlament Ende 2005 über das neue Tierschutzgesetz abgestimmt wurde, befürchteten sie, ihre «Arbeit» werde künftig behindert. Inzwischen dürfen sie jedoch ruhig aufatmen, können sie doch im Grossen und Ganzen immer noch frei schalten und walten.

Die einzigen zwingenden Massnahmen betreffen die Herstellung und Haltung transgener Tiere. Die neuen Vorschriften sind aber schrecklich konfus formuliert. Als einzige Neuerung werden die Wissenschaftler und kantonalen Behörden künftig eine Vielzahl von Formularen und Rubriken ausfüllen müssen, die in Bern so beliebt sind. Für die Tiere, die an allen möglichen Folgen der zahlreichen genetischen Veränderungen leiden, sind hingegen nur geringe Verbesserungen zu erwarten.



Positiv ist einzig die Tatsache, dass die Forscher künftig für jegliche Verwendung von Tieren Bewilligungen einholen müssen. In der Schweiz werden rund 1/3 der Tiere jährlich für Versuche mit Schweregrad 0 verwendet. Da die Tiere vor den Versuchen getötet werden, müssen die Wissenschaftler ihre Verwendung derzeit nicht unbedingt rechtfertigen. In solchen Fällen geht es hauptsächlich darum, Gewebezuentnahmen oder die Tiere von Studierenden sezieren zu lassen. Mit wenigen Ausnahmen schreiben das neue Gesetz und die entsprechende Verordnung vor, dass für jegliches Verwenden von Tieren Bewilligungen erforderlich sind. Somit sollte es möglich sein, einen Teil der heute durchgeföhrten Versuche zu verhindern und die Forscher künftig dazu zwingen, auf bereits bestehende Gewebebanken zurückzugreifen. Dank geeigneter Alternativmethoden besteht zudem die Hoffnung, dass demnächst keine Tiere mehr seziert werden.

Dies alles ist jedoch ein schwacher Trost und ändert nichts an der Tatsache, dass die neue Tierschutzverordnung für uns eine grosse Enttäuschung darstellt.

Vegetarisch essen, warum?

Aus Liebe zu den Tieren

« Ich glaube, eine spirituelle Entwicklung beinhaltet, keine lebenden Wesen, Tiere, zu töten, nur um unsere physischen Gelüste zu stillen » Mahatma Gandhi

Jahre für Jahr werden hunderte von Millionen Tiere geboren, nur um nach einem miserablen « Leben » mehr oder weniger brutal umgebracht zu werden.

In vorangegangenen Ausgaben haben wir beschrieben und mit Photos gezeigt, in welch katastrophalen Verhältnissen Kälber, Geflügel, Schweine und Kaninchen, nicht zu vergessen auch Fische und Krustentiere, lebenslang gehalten werden. Die meisten der sogenannten Nutztiere erblicken die Sonne höchstens auf dem Weg zum Schlachthof, die Leiden der Tiere in den Schlachtiertransportern durch Länder und über Kontinente, die entsetzlich brutalen Schlachtmethoden, werden von unzähligen Tierschutzorganisationen seit Jahren angeprangert.

Tiere müssen diese Qualen erleiden, weil noch immer 90% der Bevölkerung Fleischfresser sind.



Aus Sorge um unsere Gesundheit

« Wir leben durch den Tod von Andern, wir sind wandelnde Gräber » Leonardo da Vinci

Der Konsum von Fleisch ist ein Gesundheitsrisiko. Fettsucht, Diabetes, Arteriosklerose, Atmenbeschwerden, Osteoporose, Krebs sind nur einige der mit dem Genuss von Fleisch im Zusammengang gebrachten Krankheiten.

Namhafte Spezialisten bestätigen, dass eine ausgewogene vegetarische Ernährung alle nötigen Elemente enthält, und ermöglicht, in jedem Alter geistig und körperlich fit zu bleiben.

Weil die Produktion von Fleisch auch für den Hunger in der Welt verantwortlich ist

« Das Vieh der Reichen isst das Brot der Armen »

Deklaration von Bern

40% der weltweiten Ernte von Getreide und Soja wird zur Aufzucht und Mast von Schlachttieren verbraucht. Um EIN Kilogramm Rindfleisch zu produzieren, werden NEUN Kg Getreide oder Soja benötigt! Die Reduktion des Fleischkonsums in der industriellen Welt um auch nur 10%, würde Millionen von Menschen erlauben, ihren Hunger zu stillen.

Zudem ruiniert die industrielle, intensive Zucht und Mast von Schlachtvieh die ansässigen Kleinbauern in der 3. Welt und konkurrenziert die lokalen Märkte. Daraus resultiert eine Landflucht mit all ihren negativen Auswirkungen (die dramatische, psychische und physische Misere der Bidonvilles/Favellas-Bewohner ist hinreichend bekannt).

Aus Respekt gegenüber unserer Erde

« Den Respekt, den wir uns von unseren Mitmenschen wünschen, ist nur ein Teil des Respektes, der allen Formen des Lebens entgegengebrachte werden sollte » Claude Levi-Strauss

Die intensive Produktion von Fleisch ist zu einem grossen Teil für die Schädigung der Umwelt und Atmosphäre verantwortlich. Ungefähr 33% der bebaubaren Landflächen weltweit werden zur Produktion von Fleisch verbraucht, sei es zum Anbau von Getreide, sei es zur Gewinnung von Weideland für die grasfressenden Tiere; die Zahl der Rinder geht in die Millionen.

Der rücksichtslose Anspruch der grossen internationalen Agro-Konzerne nach immer mehr Landfläche ist verantwortlich für die Zerstörung grosser Teile des Urwaldes mit den wohlbekannten katastrophalen Auswirkungen auf das gesamte Ecosystem.

Die Produktion von Fleisch (und von Milch!) ist verantwortlich für die Erosion der Böden und den Verschleiss von Unmengen von Wasser.

Absolut gigantische Mengen von Dünger und chemischen Schädlingsbekämpfungsmittel werden auf den weitflächigen Monokulturfeldern verbreitet, und die Tierfabriken steuern enorme Massen von Mist bei. Daraus resultiert eine Verunreinigung von Bächen und Flüssen und letztenends des Grundwasserspiegels.

Die Produktion von Fleisch ist verantwortlich für 9% des weltweit produzierten CO₂, 37% des Methans, 65% von Nitrat, und 68% des globalen Ausstosses von Amoniak und zu 18% beteiligt an der Erderwärmung

Kein Fleisch, keine Milch und Milchprodukte und keine Eier zu essen - oder zum mindesten die Konsumation dieser Produkte drastisch zu reduzieren - ist ein Beitrag für eine bessere Welt in jeder Beziehung. Ein Beitrag, den alle erbringen können, sofort und ohne grosse Mühe.

Suzanne Wachtl



Seitan



► Pharmagruppe Sanofi-Aventis

Zu viele Informationen sind schlecht für den Gewinn

In einem im März 2008 verbreiteten internen Dokument setzte sich die Pharmagruppe Sanofi-Aventis zum «Hauptziel», «die grosse Presse zu neutralisieren». Zu dieser wenig freundschaftlichen Absicht gelangte das Unternehmen nach der Veröffentlichung gewisser kritischer Artikel gegen das Medikament „Acomplia“.

Das Produkt von Sanofi dient dazu, das Übergewicht gewisser Diabetiker zu bekämpfen. Die erste Salve feuerte die Firma auf die mächtige amerikanische FDA (Food and Drug Administration) los. Diese hatte ein negatives Gutachten erlassen und war der Überzeugung, das Medikament könnte schwere Depressionen auslösen und bei gewissen Patienten sogar zu Suizidversuchen führen. Da das Gutachten der FDA von einer anderen Studie bestätigt wurde, hat Sanofi auf dem amerikanischen Markt derzeit keine Chance. Dieser wird auf jährlich rund drei Milliarden Dollar geschätzt.



Zum eigentlichen Skandal für Sanofi kam es aber, es als die europäische Presse über die Probleme des Unternehmens in Amerika berichtete. Seither stagnieren die Verkäufe in Europa (zum Glück) und Sanofi erklärte wütend: «Die Berichte in der Boulevardpresse (...) beunruhigen die Patienten und lösen bei den Fachleuten des Gesundheitswesens Zweifel aus.» Um Ärzte und Patienten zu einem Umdenken gegenüber dem „Medikament“ zu bewegen, zieht Sanofi umfassende Aktionen in Betracht. So soll die «Diabetesgemeinschaft (Ärzte, Kranke und Angehörige) für eine Prestigekampagne mobilisiert werden.» Sanofi möchte auch seine Ärztebesucher (vom Labor bezahlte Händler) briefen, damit diese die Ärzte überzeugen können, die Vorbehalte gegenüber dem Medikament haben.

Die durch die stagnierenden Verkäufe von Acomplia bedingten rückläufigen Einnahmen möchte Sanofi mit einer «längeren Behandlungsdauer» kompensieren. Bezuglich der Verbreitung des internen Dokuments gibt sich das Pharamunternehmen in keiner Weise einsichtig. «Einige Uneschicklichkeiten bei der Verfassung» werden zwar zugestanden. Wirklich bedauert wird aber einzig die Tatsache, dass das Dokument öffentlich gemacht wurde. Auch hier machte sich die Presse zum Feind des Unternehmens.

Walfänger mit stinkender Säure angegriffen

Nachdem sich die Tierschützer der Organisation „Sea Shepherd“ im März einem Walfänger genähert hatten, bewarfen sie diesen während über einer Stunde mit Hunderten von Geschossen und Flaschen mit Buttersäure.



könne das Boot nicht für den Walfang benutzt werden. «Dies kann wohl als gewaltloser chemischer Krieg bezeichnet werden», erklärte der Leiter der Organisation. «Wir verwenden nur organische und keine giftigen Materialien, um illegale Walfangaktionen zu stören und behindern.»

Presseschau

Schweiz

Schlecht gehaltene Esel im Tessin

Im April entdeckte der Tessiner Tierschutz ein Dutzend Esel, die in einem schlammigen Gehege voller Exkremente gehalten wurden. Die Hufe einer Eselin waren so lang, dass sie sich kaum bewegen konnte. An den im gleichen Gehege gehaltenen Männchen stellte der Kantonstierarzt zudem Bissspuren fest. Seit mehreren Jahren weist der Tierschutz auf die schlechten Haltebedingungen von Einhufern im Tessin hin.

.....

Ägypten

Kuh wegen eines Fussballspiels Kehle durchgeschnitten

Vor einem obskuren Spiel gegen Angola kam das ägyptische Team im Februar auf die Idee, einer Kuh die Kehle durchzuschneiden. „Das bringt Glück“, kündigten die Spieler an. Ein Fotograf der Presseagentur Reuters, der die Szene für die Öffentlichkeit festhielt, meinte: „Die Spieler umkreisten die Kuh und stiessen sie zu Boden. Einer tötete sie, indem er ihr ein Messer in die Kehle stach.“



.....

Deutschland

Katze aus dem Fenster geworfen

Mit der Erklärung, nach der Trennung von seiner Freundin sei ihm „die Sicherung durchgebrannt“, gestand ein Berliner, die Katze seiner ehemaligen Lebensgefährtin aus dem Fenster geworfen zu haben. Die Katze starb und der Mann wurde zu sieben Monaten Haft unbedingt verurteilt. In der Schweiz hätte er für das gleiche Vergehen eine bedingte Geldstrafe von 500 Franken erhalten.

► SOS Chats Noirague

Petition gegen Handel mit Katzenfellen eingereicht



Am 6. März 2008 reichte SOS Chats beim Parlament in Bern eine Petition mit 118'279 Unterschriften ein. Darin wird verlangt, den Export von Katzenfellen und deren Handel in der Schweiz zu verbieten. Das neue Tierschutzgesetz verbietet zwar den Import, erlaubt aber den Export und Handel auch weiterhin.

«Das ist ein Riesenerfolg», erklärte Tomi Tomek, Präsidentin von SOS Chats. Rund dreissig Personen hatten sich nach Bern begeben, darunter auch Lauriane Gilliéron, die ehemalige Miss Schweiz, Daniel Brélaz, Stadtpräsident von Lausanne und Nationalrat der Grünen, sowie Luc Recordon, ebenfalls Mitglied der Grünen und Waadtänder Ständerat. Die Liga war durch Sylvie Benoît vertreten. Wir unterstützten die Petition tatkräftig, indem wir sie weiterreichten oder an unseren Ständen Unterschriften sammelten. Der Schweizer Tierschutz STS reagierte auf völlig unverständliche Weise auf die Unterschriftensammlung. Dieser war sichtlich darüber irritiert, dass die Aktion nicht von ihm ausging, und schreckte nicht einmal davor zurück, die Petition in Misskredit zu bringen. Er forderte seine Mitglieder sogar auf, sie nicht zu unterzeichnen. Leider wird der Tierschutz nicht von allen Verbänden unseres Landes als eine Summe von Aktionen betrachtet, die alle ein gemeinsames Ziel anstreben.

Lieber ein teures Placebo als ein billiges

Wie die Resultate einer recht überraschenden Studie zeigen, beruht die Wirksamkeit eines Medikaments nicht nur auf dessen chemischer Zusammensetzung.

Die im März 2008 im renommierten *Journal of American Medical Association* veröffentlichte amerikanische Studie wurde an 82 Testpersonen durchgeführt. Dabei verstärkte sich die Wirkung eines Placebos, wenn die Testperson wusste, dass es sich um ein teures Mittel handelte.

Die Studie verlief wie folgt: Um die subjektive Schmerzempfindung zu messen, erhielt jeder der 82 Teilnehmenden einen leichten Elektroschock auf das Handgelenk. Die Testpersonen wurden vor und nach der Verabreichung eines Placebos erneut getestet.

Der Hälften der Gruppe wurde mitgeteilt, beim verabreichten Placebo handle es sich um ein

Schmerzmittel zum Preis von 2,5 Dollar. Der anderen Hälfte wurde suggeriert, das Placebo koste nur 10 Cents. 85% der Testpersonen, die das teure Placebo eingenommen hatten, berichteten von einem Rückgang ihrer Schmerzen. Bei den Testpersonen, die das billige Placebo eingenommen hatten, waren es noch 61%.

Der für die Studie verantwortliche Dan Ariely erklärte: „Die Ärzte wollen glauben, das Medikament und nicht die Begeisterung für eine Substanz sorge für den grössten therapeutischen Effekt. Nun ist aber die Macht der Interaktion zwischen Patienten und Ärzten ernsthaft in Frage zu stellen.“

14. Messe für Haus - und Heimtiere

animalia

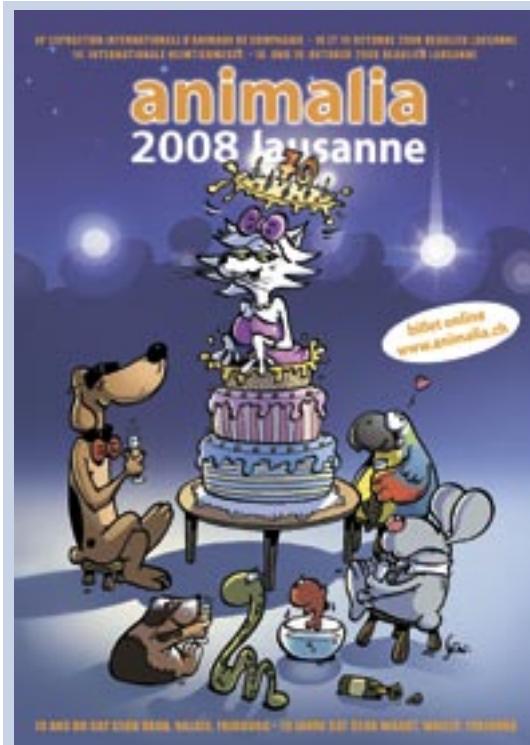
Samstag, 18. und Sonntag, 19. Oktober 2008, Palais de Beaulieu – Lausanne (VD)

Diesen Herbst wird die Liga bereits zum zweiten Mal an der ANIMALIA vertreten sein. Wir freuen uns darauf, Sie an unserem Stand begrüssen zu dürfen.

Bei dieser Gelegenheit werden wir einige synthetische Modelle vorstellen, mit denen Tiere bei chirurgischen Eingriffen ersetzt werden können. Gleichzeitig werden wir DVDs über andere Alternativen wie «POPTrainer» oder «PVC-Ratten» abgeben. Die Besucherinnen und Besucher können zudem verschiedene Alternativprogramme wie das «Sezieren» am Computer ausprobieren.

Mehrere Ligamitglieder werden am Stand vertreten sein und ihre Fragen zu unserer Organisation und unseren laufenden Aktionen beantworten.

Salon ANIMALIA: Öffnungszeiten Samstag und Sonntag 9.00 – 18.00 Uhr



IMPRESSUM Schweizer Liga gegen Vivisektion

Die 1883 gegründete Schweizer Liga gegen Vivisektion (SLGV) ist ein Verein im Sinne von Art. 60 des Zivilgesetzbuches. Sie verfolgt folgende Ziele: Bekämpfung der Versuche an lebenden Tieren (Vivisektion) im medizinischen, wissenschaftlichen, militärischen, industriellen und gewerblichen Bereich. Die SLGV nutzt dabei alle gesetzlichen Mittel und strebt die Abschaffung der Tierversuche an. Förderung und Finanzierung aller alternativen wissenschaftlichen Methoden, die zur Abschaffung der Tierversuche beitragen. Die SLGV wird ausschliesslich durch Spenden und Legate finanziert. Sie erhält keinerlei Subventionen der öffentlichen Hand und ist somit vollkommen unabhängig. Als gemeinnütziger Verein ist sie von den Steuern befreit. Alle Spenden ab CHF 100.- sind steuerabzugsfähig. Gemäss Art. 19 ihrer Statuten ist die SLGV nicht gewinnorientiert. Ihr Vermögen kann nur für die angestrebten Ziele eingesetzt werden.

Publikation: Vierteljährlich erscheinende Zeitung. Ohne gegenteilige Hinweise wurden die Artikel von der SLGV verfasst.
Desktop Publishing (DTP) und Layout: SLGV **Druck:** Edipress, auf Recycling-Papier Snow-Print 60 gm² **Redaktionsvorstand:** Luc Fournier, Michèle Loisel, Max Moret, Susane Wachtli **Adresse:** Chemin des Arcs-en-Ciel 3, Postfach 148, CH - 1226 Thônex / GE **T** 022 349 73 37 **F** 022 349 19 54 - **admin@scv.ch** **www.scv.ch** **Jahresbeitrag für Mitglieder:** mindestens CHF 15.-- **PSchKto 12-2745-6** **Unser Büro ist telefonisch besetzt von Montag bis Freitag jeweils von 9 bis 12 Uhr und von 2 bis 5 Uhr:** **Französisch** von Montag bis Freitag den ganzen Tag; **Deutsch** jeweils vormittags Montag bis Donnerstag; **Italienisch** Dienstag und Donnerstag nachmittags und am Freitag den ganzen Tag.

Editoriale

Cari Soci, Care amiche e cari amici della Lega,

L'organizzazione, a cura dell'AGSTG e dell'ATRA, della giornata di informazione e manifestazione «**Insieme contro la vivisezione**» è ormai praticamente ultimata e ci auguriamo di accogliervi numerosi a Berna il 27 settembre 2008, tra le ore 10.00 e 18.00 sulla Waisenhausplatz, che si trova a qualche minuto a piedi dalla stazione. Un piano di accesso è pubblicato sull'ultima pagina del presente giornale.

La città di Berna è stata scelta non solo per via della sua situazione geografica centrale, dunque facilmente raggiungibile da ciascuno di noi, ma anche per motivi simbolici.

In primo luogo perchè è sede del nostro Parlamento, che ha il potere di modificare e far evolvere le leggi in materia di protezione degli animali. Alla lettura del nostro articolo (p.28) sull'entrata in vigore della nuova ordinanza sulla protezione degli animali, vi renderete conto che resta ancora molto da fare. Attualmente, i parlamentari veramente coinvolti nella protezione degli animali si contano sulle dita di una mano.

In secondo luogo perchè la città di Berna raggruppa diversi enti pubblici direttamente connessi alla pratica della sperimentazione animale. Per esempio, l'Ufficio federale di veterinaria (UFV), incaricato di controllare l'attuazione da parte dei cantoni degli articoli di legge intesi a « proteggere » (!) gli animali nel corso delle sperimentazioni praticate su di essi. C'è anche il Fondo nazionale svizzero della ricerca scientifica (FNS), che partecipa al finanziamento di un gran numero di esperimenti praticati negli istituti pubblici del nostro Paese. L'università di Berna, dal canto suo, pratica in media un centinaio di nuovi esperimenti all'anno, utilizzando un centinaio di migliaia di animali.

Una tenda di 10X15m raggrupperà gli stand di LSCV, AGSTG e ATRA. È previsto inoltre uno spazio dedicato ai metodi di ricerca che non fanno ricorso agli animali (metodi alternativi). Sarà possibile provare alcuni software che sostituiscono gli animali per la formazione degli studenti, segnatamente nell'ambito di dissezioni ed esercitazioni pratiche.

Una conferenza-dibattito sulla sperimentazione animale è prevista per le ore 14.30. Un bar sarà aperto tutta la giornata ed offrirà cucina vegan. Sono inoltre previste animazioni per i bambini (pitture sul viso e disegni). In una seconda tenda, saranno proiettati film per tutta la giornata non stop.

Partecipate alla nostra manifestazione

Per far sentire la nostra voce, sarà allestita una manifestazione per le vie di Berna. La partenza del corteo è prevista per le ore 13.15. Le attività sotto la tenda saranno sospese durante la manifestazione che si concluderà alle 14.30. Contiamo ben inteso su tutti i nostri soci e simpatizzanti augurandoci che saranno numerosi a prendere parte a questa manifestazione.

In attesa di incontrarvi il 27 settembre prossimo, vi inviamo i nostri più calorosi saluti.

Il Comitato

Quale giustificazione alla sperimentazione animale ?

La nostra giornata di informazione e manifestazione di sabato 27 settembre ha il duplice obiettivo di far conoscere le nostre attività e di informare il pubblico sulla pratica della sperimentazione animale.

Oggi il dibattito non è solo di natura etica, connesso all'utilizzazione di animali ed alle sofferenze che l'uomo infligge a questi ultimi. Esiste anche un risvolto scientifico che deve convincerci a rifiutare la sperimentazione animale ai fini della ricerca medica.

Sostenere che l'animale è un modello inadeguato per lo studio dell'uomo non è una novità. E se la maggioranza degli scienziati riconoscono che le innumerevoli differenze biologiche tra l'uomo e l'animale «sollevano problemi per l'interpretazione dei risultati», è chiaro che non ci si trova più nell'impossibilità di contemplare alternative alla sperimentazione animale.

27 settembre 2008 – dalle 10 alle 18
Insieme contro la vivisezione

Berna, Waisenhausplatz (tra press del Palazzo Federale)
Happening e manifestazione per l'abolizione di tutti gli esperimenti sugli animali
Stand gastronomico con specialità vegane a cura del Veg-imbiss
Per ulteriori informazioni sul programma della giornata:
www.zugetive.ch, info@zugetive.ch
oppure ai numeri di telefono delle associazioni organizzanti

Dibatti e conferenze
Presentazione dei metodi scientifici sostitutivi
Attività per bambini
Allestimento dei cartelli per la manifestazione
Proiezione di video sui diritti degli animali
Bancarelle informative
Manifestazione ore 13.15

Zusammen gegen Tierversuche!
Ensemble contre l'expérimentation animale!
Insieme contro la vivisezione!

www.zugetive.ch

Metodi alternativi: progressi spettacolari

Da una decina di anni, lo sviluppo di nuovi modelli di ricerca che non comportano il minimo utilizzo di animali è assolutamente spettacolare. Tanto più che alcuni di questi modelli, correntemente utilizzati oggi, erano considerati impossibili da mettere a punto ancora pochi anni fa.

Potremmo rallegrarci dei progressi compiuti in così poco tempo. Purtroppo, non hanno, almeno per il momento, suscitato un vero e proprio cambiamento nella pratica in seno ai laboratori. L'animale continua ad essere utilizzato nella ricerca, nella stessa misura di sempre, allorchè il finanziamento stanziato per lo sviluppo di nuovi modelli alternativi è derisorio.

Nell'ambito della **ricerca privata**, svolta per lo più dai gruppi farmaceutici, è abbastanza comprensibile. Per esempio, leggendo i conti annui dei giganti farmaceutici come Novartis o Roche, che nel 2007 hanno registrato utili netti di 13,2 miliardi di franchi per la prima, e 11,4 miliardi per la seconda, ci si rende conto che un franco investito nella ricerca (tra il 15 ed 20% della cifra d'affari) ne frutta quasi due (1).

Se è vero che gli azionisti sono soddisfatti dell'aumento dei dividendi (2), i quadri di queste società non son da meno, in quanto si concedono remunerazioni stratosferiche: 17 milioni di stipendio per il direttore della Novartis, 21 per quello della Roche. Si capisce dunque perchè nessun gruppo farmaceutico abbia interesse a modificare le proprie pratiche. Malgrado il fatto che poche nuove molecole attive siano commercializzate, che le prassi di omologazione dei nuovi farmaci siano lunghe e costose e che un gran numero di farmaci non superino i test in fase 3 per via degli effetti negativi (3), la ricerca sugli animali accumula ingenti profitti.

Invece, nell'ambito della **ricerca pubblica**, la carenza di sostegno ai metodi alternativi è addirittura drammatica. Questa assenza di sostegno non è dovuta ad una qualsiasi rimessa in questione di questi modelli per la ricerca. Oggi non suscitano più l'ilarità che invece suscitavano nei corridoi delle

facoltà universitarie qualche anno fa. Oggi, nessun gruppo di ricerca può fare a meno di questi modelli per avviare un progetto. Per motivi principalmente economici, ma anche perchè in molti casi apportano risposte più interessanti rispetto agli esperimenti in vivo praticati sugli animali.

La spiegazione di questa assenza di sostegno va cercata altrove: la ricerca medica è letteralmente in mano a trust di scienziati che vivono della vivisezione e che sono incapaci di immaginare la ricerca senza animali. Questi scienziati occupano posizioni prestigiose nei nostri atenei: rettori, presidi di facoltà, direttori di dipartimenti o di gruppi di ricerca. E con queste persone, non c'è da sperare alcun cambiamento. Hanno un bel dire che la ricerca con gli animali "costa caro", che fanno tutto il possibile per limitarne l'utilizzazione allo "stretto indispensabile"; di fatto sono più occupati a difendere i loro posti di lavoro contabilizzando il numero di pubblicazioni scientifiche che a sostenere o incoraggiare lo sviluppo di nuovi metodi di ricerca che potrebbero rivelarsi più proficui dei loro.

Sopprimere l'utilizzazione di animali per la ricerca

Ben inteso lamentiamo l'assenza di sostegno ai metodi alternativi da parte delle nostre istituzioni. Ciò detto, esiste un modo semplicissimo di favorirne lo sviluppo: sopprimiamo l'utilizzazione degli animali nei laboratori e saremo stupefatti nello scoprire nuove possibilità offerte alla ricerca medica. Tutti questi scienziati che svolgono sperimentazioni animali sono molto più intelligenti di quanto vogliano ammettere. Sopprimere gli animali consentirebbe di mettere a punto in poco tempo nuovi metodi alternativi per i quali, in tempi

normali, ci sarebbero voluti decenni per vederli coronati da successo, per mancanza di risorse finanziarie.

Sopprimere gli animali non sarà un freno alla ricerca, anzi, le imprimerà un nuovo slancio salvatore.

Il comitato di redazione

(1) Investimenti nel 2007 nel settore « Ricerca e Sviluppo »:

Novartis : 7,7 miliardi investiti a fronte di un fatturato di 40 miliardi.

Roche : 8,3 miliardi per un fatturato di 46 miliardi.

Merck Serono : 1,6 miliardi per un fatturato di 7,1 miliardi.

(2) Novartis ha versato 1,60 franchi (+ 19%) di dividendi ai suoi azionisti nel 2007, che rappresenta l'11° aumento consecutivo (1,35 franco per azione nel 2006 / 1,15 franco nel 2005) del dividendo dalla creazione di Novartis nel 1996.

Per la 21a volta consecutiva, gli azionisti della Roche hanno incassato dividendi superiori (+35%) a quelli dell'anno precedente.

(3) Bisogna contare circa 10 anni tra la concezione e l'eventuale messa sul mercato di un nuovo farmaco. Numero di farmaci in fase di sviluppo in Europa nel 2007:

Preclinico: 680 (di cui 49 in Svizzera), fase 1 : 295 (21 in Svizzera), fase 2 : 495 (40 in Svizzera), fase 3 (presentazione imminente della domanda di omologazione) : 143 (22 in Svizzera).

Con un totale di 132 farmaci in fase studio, la Svizzera occupa il quinto posto dietro Inghilterra (361), Germania (262), Danimarca (188) e Francia 173.

Novartis conta 76 « progetti », di cui una cinquantina in fase clinica 2 o 3.

Negli Stati Uniti, la FDA (« Food and Drug Administration », ente incaricato di autorizzare la commercializzazione dei farmaci sul territorio statunitense) ha approvato 5 nuove molecole nel 2007. 26 farmaci (di tutte le categorie) sono stati approvati (36 nel 2006).

In Europa, l'EMEA (European Medicines Evaluation Agency – che valuta, coordina e controlla lo sviluppo dei nuovi farmaci nell'Unione europea) ha approvato 4 nuove molecole e 13 farmaci.

► Ricerca fondamentale

Un sistema che non favorisce l'innovazione

Sì può rimproverare agli scienziati delle nostre università di non coinvolgersi nello sviluppo di nuovi metodi alternativi. È bene però riconoscere che il sistema in cui operano, pur favorendo indubbiamente la ricerca, di certo non favorisce l'innovazione.

Tra i docenti che hanno un posto di professore o una cattedra di docenza che gli garantisce uno stipendio confortevole, gli altri scienziati generalmente corrono dietro tutte le fonti di finanziamento che potrebbero aiutarli a portare avanti con successo i loro progetti. Infatti, se numerosi

sono gli scienziati in attività, scarse sono le risorse finanziarie di cui usufruiscono. Gran parte di loro deve accontentarsi di uno degli innumerevoli posti di « assistente » (1) poco o mal retribuiti, di cui gli atenei sono stracolmi.

Pubblicare o morire

Per uscire dall'anonymato, il famoso detto « Publish or perish » si applica più che mai alla comunità scientifica. La carriera ed i crediti volti a finanziare la ricerca di uno studioso, dipendono dal numero di pubblicazioni (2) che questo vanta al suo attivo.

La corsa alla pubblicazione di un articolo comincia fin dal terzo ciclo di studi. Se un dottorando riesce a pubblicare un articolo in *Science* ou *Nature*, ha praticamente la garanzia di ottenere un post dottorato nell'università di sua scelta. Se durante questo periodo pubblica di nuovo uno o più articoli, gli sarà offerto un posto di professore assistente. Poi, se non pubblica entro cinque anni, finisce nel dimenticatoio. Non potrà lavorare in un laboratorio rinomato (un laboratorio che pubblica) perchè bisogna pubblicare per ottenere buoni collaboratori e fondi.



Ma per pubblicare, si devono proporre articoli che suscitano l'interesse dei membri dei comitati editoriali di queste riviste. Nella maggior parte dei casi, si tratta di scienziati attivi nella ricerca, anche in seno ad istituzioni pubbliche. Vale a dire che in questi casi è meglio lavorare in settori classici ed evitare di avventurarsi fuori dalle strade battute. Tanto più che nel caso delle due riviste citate, l'80% degli articoli sottoposti sono rifiutati dopo una prima lettura e solo il 5% degli articoli ricevuti sono effettivamente pubblicati.

Sicché uno scienziato che lavora nel campo delle alternative non pubblica, o poco, ed uno scienziato che non pubblica, o poco, non ottiene fondi.

Questa situazione spiega indubbiamente perché la maggior parte dei gruppi di ricerca delle università del nostro paese, che si tratti di Zurigo, Berna, Losanna o Ginevra, lavorano negli stessi settori e fanno più o meno le stesse cose. Questo obbliga le università a sferrarsi una spietata concorrenza per assumere, a costi astronomici, i docenti rinomati che consentiranno loro di aumentare il numero di pubblicazioni annue (3).

Non c'è dunque da stupirsi se il nostro paese è così poco innovativo a livello di ricerca alternativa. Allorché l'Unione europea comincia ad allestire programmi di ricerca alternativa con lo stanziamento di decine di migliaia di euro, gli 800'000 franchi annualmente stanziati in Svizzera (4) per questi stessi campi di studio, è a dir poco ridicolo.

Il comitato di redazione

(1) In un censimento svolto nel 1997, si contavano già 24000 assistenti nelle università in Svizzera.

(2) Si contano circa 4'500 riviste (su carta) scientifiche e mediche nel mondo. Le più importanti in campo scientifico sono : *Science et Nature*.

Le riviste mediche più importanti sono (per ordine decrescente di fattore impattante) : *The New England Journal of Medicine*, *The Lancet*, *JAMA* (Journal of American Medical Association), *Annals of Internal Medicine* e *British Medical Journal*.

(3) Il numero di pubblicazioni scientifiche a fronte del budget annuo di un'università è uno degli elementi presi in conto per stilare la classifica delle "migliori" istituzioni.

(4) La fondazione delle 3R, creata in Svizzera nel 1987, è incaricata dai poteri pubblici (segnatamente il Consiglio federale) di sostenere la ricerca alternativa in Svizzera (nel senso delle 3 R : Ridurre, Riformare e Rimpiazzare). Con un budget annuo medio di 800'000 franchi, ha potuto sostenere soltanto un centinaio di progetti in 20 anni di attività. A titolo comparativo, 850 nuovi esperimenti su animali sono autorizzati ogni anno nel nostro paese.

► Sperimentazione animale

Prova clinica di un nuovo farmaco: 6 uomini in ospedale

Il 13 marzo 2006, un drammatico incidente ha messo in luce i rischi incorsi dai volontari che accettano di testare un nuovo farmaco, in base ai risultati dei test effettuati sugli animali.

Sei uomini, fino ad allora in buona salute, sono stati ricoverati d'urgenza nel reparto rianimazione di un ospedale londinese. Due erano in uno stato giudicato "critico" mentre lo stato degli altri quattro era definito «grave». Di età compresa tra i 18 ed i 30 anni, si erano fatti volontari, in cambio di 3'300 euro ciascuno, per partecipare alla prova clinica (1) di una nuova molecola presunta efficace contro una forma rara di leucemia.

Poco dopo la somministrazione del prodotto, che ha inizialmente generato una produzione incontrollata di citochine e successivamente una violenta reazione del sistema immunitario, sei degli otto volontari hanno cominciato a soffrire di intensi dolori, a sudare, vomitare per poi perdere conoscenza. Sono dunque stati trasferiti in un'unità di cure intensive. Soltanto i due volontari che hanno ricevuto il placebo sono usciti indenni. Uno di loro ha raccontato: «*Tutti vomitavano ininterrottamente. Svenivano poi riprendevano conoscenza. Suppongo che avessero emicranie perché molti si tenevano la testa.*».

Myfanwy Marshall, produttrice alla BBC, ha riferito piangendo che il suo amico, giovane ventottenne, assomigliava a «*Elephant Man*». «*Una macchina gli vuota i polmoni. Ha il petto gonfio, il volto gonfio, viola e giallo. I medici non hanno alcun rimedio. Secondo loro può morire da un momento all'altro. Ci vorrebbe un miracolo.*»

Un test clinico autorizzato dall'European Medicines Agency

Questo test è stato portato avanti in un'unità di ricerca dell'ospedale Northwick Park, a nord di Londra, sotto la direzione della ditta subappaltatrice americana Parexel International, che tra i suoi clienti conta numerose case farmaceutiche.

La sostanza testata, l'anticorpo monoclonale TGN1412, era stata inizialmente creata e sviluppata dalla ditta tedesca di biotecnologia TeGenero, che dichiarava: «*i test svolti su roditori e macachi non lasciavano presagire una reazione di questo tipo.*».

L'European Medicines Agency (EMEA) aveva rilasciato l'autorizzazione per i primi test clinici detti di fase 1 il 5 luglio 2005. In quell'occasione aveva peraltro precisato che detta autorizzazione si fondeva sugli esiti degli studi svolti sull'animale.



Rimessa in causa dei test sugli animali

Fortemente mediatisato, questo dramma ha messo in luce l'inaffidabilità dei test sugli animali, ed ha suscitato reazioni imbarazzate da parte degli ambienti medici.

Per complicare le cose, questo dramma è sopraggiunto allorché la Federazione americana di regolazione dei farmaci (FDA) era sul punto di facilitare le prove cliniche. Infatti, la FDA aveva annunciato all'inizio del 2006, l'entrata in vigore di una nuova normativa con una «*fase zero*» abbastanza breve (7 giorni come minimo) realizzata sull'uomo prima dell'ultimazione dello studio sull'animale. Si prevedeva, nel corso di questa fase, di inoculare, in soggetti volontari, piccole quantità di prodotti sperimentali al fine di studiare il modo in cui vengono metabolizzati nell'organismo umano. L'annuncio della FDA aveva suscitato reazioni molto positive tra le grandi ditte farmaceutiche tra cui Novartis e Pfizer. Anzitutto perché questa nuova normativa avrebbe consentito loro di guadagnare un

tempo prezioso abbreviando le fasi di convalida dei farmaci. Ma anche perchè apparentemente l'affidabilità del modello animale non è più ritenuta soddisfacente già da qualche anno. Questo spiega gli investimenti sempre più importanti dedicati ogni anno dall'industria farmaceutica per sviluppare modelli bioinformatici che consentono di simulare con una crescente precisione l'interazione di una sostanza in un organismo umano virtuale (2).

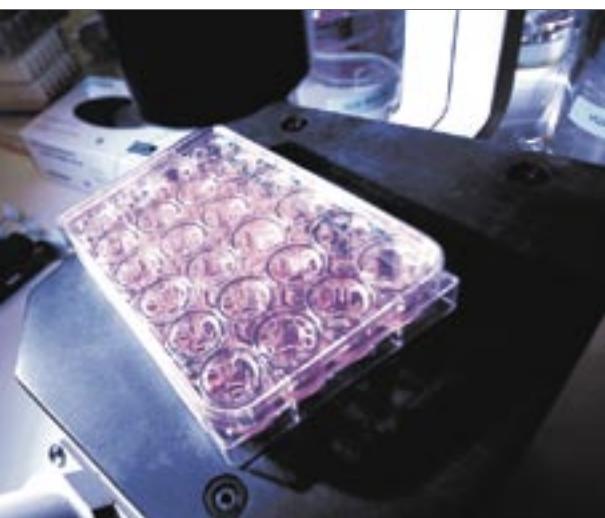
Le reazioni degli ambienti scientifici sono state più vive. Alcuni non esitavano a condannare le associazioni di protezione degli animali colpevoli di esercitare pressioni sui poteri pubblici nonchè di essere all'origine della riduzione del numero di animali utilizzati per testare la tossicità delle nuove sostanze. E colpevoli anche di esigere una moltiplicazione del numero e dei gruppi di animali per valutare gli effetti secondari delle nuove molecole terapeutiche. La risposta è giunta otto mesi dopo: dei ricercatori britannici sono riusciti a ricreare in vitro gli effetti catastrofici di cui avevano sofferto i sei volontari della prova clinica.

Un test in vitro mette in evidenza gli effetti secondari non individuati nell'animale

Il team di Stephen Inglis, della commissione nazionale degli standard biologici (NIBSC), è riuscito a riprodurre questa tempesta di citochine in laboratorio. Quando l'anticorpo è messo in presenza delle cellule immunitarie umane in una soluzione in sospensione libera, non si verifica nulla di spettacolare. Invece, se l'anticorpo è prima di tutto posto su una superficie e dunque immobilizzato, si scatena la tempesta. I ricercatori partivano dal presupposto che nell'organismo umano, l'anticorpo TGN1412 si aggancia da qualche parte, cosa che invece non fa nel roditore né nel macaco.

Pertanto, test più approfonditi o più numerosi sull'animale non sarebbero stati più utili di quelli effettuati. Questo ha dimostrato che, a patto di dotarsi dei mezzi finanziari sufficienti, la ricerca in vitro nella fattispecie è in grado di consentire studi medici molto più pertinenti per l'uomo.

Il comitato di redazione



(1) Si contano generalmente 4 tappe (fasi) di studio sull'uomo prima di ottenere l'omologazione definitiva di un farmaco:

Le prove cliniche di **fase 1** si svolgono dopo la fase di sperimentazione animale e costituiscono la prima tappa dell'iter verso la commercializzazione di un farmaco. Queste prove si svolgono il più delle volte su volontari sani, generalmente remunerati, e coinvolgono un numero esiguo di persone in buona salute. Non mirano a studiare l'efficacia del principio attivo, bensì ad evidenziare la sua caratteristica farmacodinamica e la sua eventuale tossicità.

Le prove cliniche di **fase 2** mirano principalmente a studiare la tossicità farmacologica nel breve termine e, in misura minore, l'efficacia dei nuovi farmaci. Sono portate avanti in seno a popolazioni che soffrono di malattie precise e fanno appello a gruppi che possono contare tra i 20 ed i 300 partecipanti.

Le prove cliniche di **fase 3** sono studi comparativi di efficacia. Mettono a raffronto il trattamento o con un placebo o con un trattamento di riferimento. I gruppi sono spesso composti da diverse migliaia di persone. Questi programmi estremamente costosi sono pagati dalle ditte farmaceutiche.

Le prove cliniche di **fase 4**, chiamate anche studi di vigilanza, consentono soprattutto di esaminare la tossicità e l'efficacia nel lungo termine dei farmaci già commercializzati.

(2) Stando ad uno studio della PricewaterhouseCoopers Suisse (PwC) pubblicato nel giugno 2008, l'evoluzione spettacolare dei metodi in silico (bioinformatici) potrebbe ridurre le fasi di sviluppo da otto ad un paio di anni.

Cavia umana per pagare le fatture

Le persone che sostengono che la sperimentazione animale consente di predire con un'efficacia sufficiente la tossicità di una sostanza prima di essere somministrata ad un uomo, dovrebbero chiedersi onestamente se sarebbero d'accordo di partecipare ad uno studio clinico di fase 1.

Il fatto è che da molto tempo « volontari » selezionati per questo tipo di studio sono per lo più persone con problemi finanziari o studenti universitari, che trovano così il modo di finanziare parte degli studi.

Quanto al volontario più gravemente colpito, si tratta di uno studente londinese di 20 anni, Ryan Wilson. Un mese dopo la somministrazione dell'anticorpo, era ancora in ospedale dopo un mese, con insufficienze cardiache, renali ed epatiche nonché una polmonite ed una setticemia nei giorni immediatamente successivi al test. Su un giornale che pubblicava fotografie da cui si poteva vedere che gran parte delle mani e dei piedi era diventata nera, Ryan Wilson spiegava che avrebbe perso le estremità delle dita delle mani e dei piedi. « *Mi hanno detto che era come se fossero congelati e che si sarebbero staccati dal resto del corpo* ». I medici gli avevano inoltre detto che secondo loro non sarebbe sopravvissuto.



La cosa più sorprendente è che questo incidente, che avrebbe dovuto essere più che dissuasivo agli occhi di eventuali volontari, ha rigenerato l'interesse per le prove cliniche non appena la somma di denaro proposta è stata resa nota pubblicamente (1).

(1) Wadman M. « London's disastrous trial has serious side effects for research ». *Nature* 2006;440 :388-9.

Sopprimere la vivisezione sarà in parte possibile grazie allo sviluppo di nuovi metodi di ricerca che non ricorrono agli animali. La LSCV sostiene finanziariamente questi nuovi metodi.

Sostegni della LSCV ai metodi alternativi

Un metodo alternativo è un metodo sperimentale che non si avvale di animali. I metodi alternativi utilizzano tra l'altro colture di cellule o tessuti umani, nonché modelli informatici. Certi metodi alternativi sono utilizzati anche nell'insegnamento, per la formazione dei chirurghi o degli studenti di biologia e medicina.

Alcune associazioni di protezione degli animali sostengono che la sperimentazione animale è «perpetuata dall'utilizzazione dei modelli alternativi». Queste affermazioni sono ingannevoli ed assurde. L'utilizzazione di cellule provenienti da animali non è la ricerca sostenuta da associazioni quali la LSCV. Finanziamo esclusivamente progetti che utilizzano «materiale» umano, come le

cellule o tessuti provenienti per esempio da biopsie praticate negli ospedali su pazienti. La fine della vivisezione sarà possibile in parte perché nuovi metodi consentiranno di studiare malattie umane in modo più attendibile rispetto ai metodi praticati sugli animali. Tutto questo non sarà evidentemente fatto a partire da cellule animali che lamentano gli stessi difetti dell'animale vivo.

Comunque sia, la LSCV si impegna finanziariamente soltanto in progetti volti a sopprimere la sperimentazione animale. Nessun laboratorio che accolga, utilizzi o abbia utilizzato animali usufruisce del minimo sostegno finanziario da parte della LSCV, anche qualora fosse in grado di proporci un progetto che soddisfi perfettamente i requisiti da noi fissati.

Attualmente, la LSCV è coinvolta nel finanziamento di metodi che sopprimono l'utilizzazione di animali nell'insegnamento e nella ricerca scientifica :

Finanziamento di materiale per sopprimere gli animali nell'insegnamento

Esercizi ed addestramento per la pratica della chirurgia

La LSCV finanzia ogni anno modelli che consentono ai gruppi di medici di praticare esercizi di chirurgia senza ricorrere agli animali.

I « POP TRAINERS ».

I primi modelli finanziati a partire dal 1995 dalla LSCV e che hanno consentito di sostituire completamente gli animali vivi erano i « POP TRAINERS ». Purtroppo, il POP TRAINER a nostro parere presenta l'inconveniente di utilizzare organi di animali (principalmente maiali) provenienti da mattatoi. È vero che, non utilizzati, questi organi sarebbero stati inceneriti. E, quando si ha scelta, è preferibile utilizzare organi provenienti da animali che comunque sono uccisi per il consumo umano, piuttosto che da maiali vivi mantenuti sotto anestesia per molte ore e precedentemente detenuti in sinistri stabulari.

Ciò detto, da qualche anno finanziamo prioritariamente modelli esclusivamente in materiali sintetici quali il « BODY FORM » o il modello « PVC-RAT ».

I « BODY FORM »

Apparecchi laparoscopici prodotti dalla ditta Limbs and Thinks, i BODY FORM sono fabbricati interamente con materiali sintetici. All'interno di un manichino, a dipendenza dall'addestramento da svolgere, vengono disposti diversi organi interscambiabili di fibra sintetica (lattice, plastica) che riproducono la consistenza ed il colore delle viscere umane. Questi dispositivi sono particolarmente idonei per l'utilizzazione in chirurgia digestiva, urologica e ginecologica. L'utilizzazione di BODY FORM è particolarmente interessante per via della qualità dei modelli proposti che riproducono l'anatomia umana e le sue variazioni. Ogni modello presenta inoltre il vantaggio di poter essere utilizzato più volte.



Malgrado la Legge e l'ordinanza sulla protezione degli animali che limitano severamente l'utilizzazione di animali per l'insegnamento, le autorità cantonali tuttora ne rilasciano l'autorizzazione a qualsiasi medico che ne faccia richiesta.

La LSCV ha pubblicato e distribuito nel 2002 un pieghevole indirizzato più specificatamente ai servizi veterinari cantonali incaricati di autorizzare l'utilizzazione di animali vivi per la formazione dei chirurghi.



Detto pieghevole intendeva dimostrare che l'utilizzazione dei « POP TRAINER » e dei « BODY FORM » non solo consente di sostituire gli animali ma è anche finanziariamente vantaggiosa.

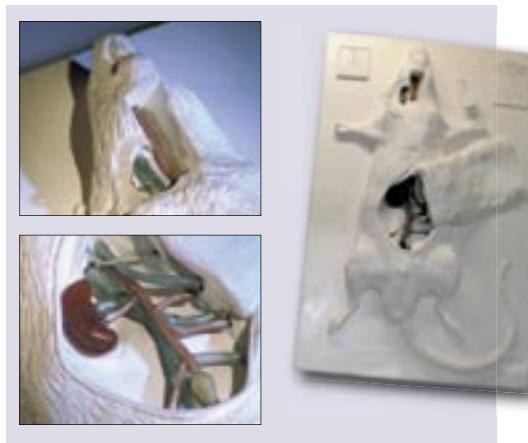
Abbiamo successivamente sollecitato l'Ufficio veterinario federale (OVF) per ottenerne il sostegno all'utilizzazione di questi modelli. Ancora una volta l'OVF è rimasto sordo alle nostre richieste. In una presa di posizione presentata su due pagine, è comunque riuscito ad evitare di trattare l'argomento in modo comprensibile. La «langue de bois» è purtroppo una specialità di questo servizio dedicato al « benessere dell'animale e dell'uomo ».



Il modello « PVC-RAT ».

Questo modello, interamente in materia sintetica, riproduce l'anatomia dei ratti finora utilizzati negli esercizi di microchirurgia. È commercializzato dalla « Microsurgical Developments Foundation », ditta senza scopo di lucro fondata nel 1990 e basata nei Paesi Bassi.

Questo modello consente di addestrarsi in circa 25 tecniche diverse di microchirurgia, come per esempio le anastomosi, l'inserimento di una cannula, o i trapianti di vasi sanguigni o di organi.



Poichè questo modello è utilizzato da numerose facoltà veterinarie ed ospedali europei ma non in Svizzera (!), nel 2006 abbiamo chiesto la perizia del modello PVC-RAT da parte di un team di chirurgia e trapianti dell'Ospedale di Berna per confermare l'interesse della sua utilizzazione per:

- l'addestramento di chirurghi principianti in microchirurgia;
- il perfezionamento in centro formativo abilitato A, dei chirurghi già formati nella tecnica microchirurgica di sutura vascolare e nervosa.

I risultati conseguiti hanno confermato l'eccellenza di questo modello e continuiamo a proporre di fornirlo gratuitamente a tutti i team di chirurghi disposti a rinunciare all'utilizzazione di animali.

Insegnamento universitario

La situazione attuale

Benchè la LSCV proponga gratuitamente agli istituti pubblici una serie di modelli alternativi (in materia sintetica oppure software informatici) per la formazione degli studenti, migliaia di animali sono tuttora utilizzati ogni anno in Svizzera nelle università, nei politecnici del nostro Paese, e persino in certi licei per i corsi di biologia. Questi animali, principalmente ratti e rane, sono generalmente uccisi con il solo scopo di

praticare dissezioni o estrarre un organo per sottoporlo a diversi esperimenti nell'ambito di esercizi pratici.

Non c'è nessun interesse scientifico a riprodurre incessantemente gli stessi esperimenti, da decine di anni. Sarebbe facile sostituire gli animali in questi esercizi pratici in quanto oggi esistono numerosi modelli alternativi poco costosi e che offrono alte prestazioni, già utilizzati in numerosi atenei all'estero per la formazione degli studenti di biologia e medicina.

A nostro parere, continuare a praticare dissezioni di animali nell'ambito dell'insegnamento ha un unico scopo: preparare lo studente a mettere una certa distanza emotiva da quello che successivamente per alcuni di loro diventerà nè più nè meno che « materiale lavorativo ».

Purtroppo, nella maggior parte dei casi l'utilizzazione di animali da parte delle università non è limitata in Svizzera, sicchè risulta impossibile impedire di utilizzare animali per esperimenti di gradazione 0.

Nel 2005, l'Ufficio veterinario cantonale (UVC) di Ginevra ha cercato di rifiutare l'utilizzazione di rane nel corso di esercizi pratici della sezione farmacia dell'Università di Ginevra. Questa università ha fatto ricorso contro questa decisione presso il Tribunale amministrativo, che ha annullato e condannato la decisione dell'UVC.

La conclusione della sentenza del Tribunale amministrativo è chiara: in diritto, poco importa che l'esperimento sia assolutamente privo di senso o che sia già stato effettuato migliaia di volte. Se un docente vuole che i suoi studenti trucidino decine di animali, è legalmente impossibile opporsi alla sua decisione.

Finanziamento e divulgazione di pubblicazioni a sostegno dei metodi alternativi

InterNICHE

InterNICHE è una rete internazionale che raggruppa studenti e docenti che militano in favore della sostituzione degli animali nella ricerca e nell'insegnamento.

Fondata nel 1988 con il nome di EuroNICHE, questa rete è stata ribattezzata InterNICHE nel 2000 dopo che ha esteso le proprie attività coinvolgendosi in progetti internazionali. InterNICHE dispone oggi di coordinatori di attività in una trentina di Paesi.

La LSCV sostiene finanziariamente InterNICHE da parecchi anni.

Tra l'altro distribuisce in Svizzera il libro « From Guinea Pig to Computer Mouse ».

Questa pubblicazione raggruppa oltre 500

metodi in grado di sostituire gli animali nell'insegnamento. Attualmente si tratta della pubblicazione più esaurente in materia di metodi alternativi disponibili. « From Guinea Pig to Computer Mouse » è distribuito nelle università, e si indirizza segnatamente a docenti, studenti e commissioni d'etica.



La LSCV ha inoltre distribuito questa pubblicazione nel 2002 a tutte le autorità cantonali ed a tutti i membri delle commissioni cantonali sulla sperimentazione animale incaricate segnatamente di rilasciare le autorizzazioni di utilizzazione di animali per la formazione degli studenti e dei chirurghi.

ALTEX

Da anni, la LSCV sostiene finanziariamente la rivista ALTEX.



Questa rivista, che esiste dal 1984, è pubblicata 4 volte all'anno in inglese e tedesco. Pubblica sintesi, articoli originali e notizie di natura scientifica relativamente ai metodi alternativi. Un rappresentante della LSCV fa parte del Comitato di redazione della rivista dal 2006.

Finanziamento di progetti di ricerca

Diversi progetti sono stati finanziati o cofinanziati in questi ultimi anni, soprattutto in Svizzera. L'obiettivo di questi progetti era lo studio delle malattie umane o della tossicità delle sostanze chimiche su colture di cellule umane.

Per poter orientare progetti nei campi di attività che ci sembrano urgenti (per esempio i test di tossicità), la LSCV indice un concorso per una borsa che consente il finanziamento integrale di progetti triennali.

Finanziamento di laboratori

Due laboratori specializzati nello sviluppo di nuovi modelli cellulari umani hanno ricevuto il sostegno finanziario della LSCV nel 2006 e 2007. Il primo in Francia, il secondo in Svizzera.

Per il 2008, il Comitato nazionale della LSCV ha deciso di proseguire il sostegno ai laboratori svizzeri sotto forma di prestito senza interessi nonché sostenendo le spese di installazione ed omologazione di nuovo materiale. ■

► Nuova ordinanza sulla protezione degli animali

Ma ne valeva veramente la pena?

Era veramente necessario elaborare 226 articoli per illustrare misure cosmetiche e pesantezze amministrative? Dopo un primo progetto di ordinanza presentato nel luglio 2006 e messo in consultazione per 6 mesi, la sintesi delle prese di posizione e le trattative portate avanti con le diverse parti interessate, è stata operata a fine 2007. Il testo finale, preparato dall'UVF e reso pubblico lo scorso mese di aprile, sembra completamente avulso dalla realtà.

Obiettivo irrealizzabile

La nuova ordinanza, che entrerà in vigore nel settembre 2008, si prefigge come obiettivo principale la formazione dei detentori di animali. Effettivamente, sulla quasi totalità delle 80 pagine di questa nuova ordinanza, molti provvedimenti sono stati elaborati per garantire che il futuro detentore di un animale ne conosca l'"utilizzazione" sotto tutte le sue forme. In quanto associazione di protezione degli animali, ci si potrebbe rallegrare di queste nuove disposizioni. L'animale non è un oggetto. E la detenzione di animali dovrebbe essere riservata a colui che si impegna ad offrirgli la migliore esistenza possibile, che si tratti di un cane, di una mucca o di un coniglio.

Il problema è che questa nuova ordinanza è ben lungi dal garantire una migliore detenzione degli animali e rischia di essere un grosso bluff.

Nessuna amministrazione cantonale possiede i mezzi necessari per attuare questa ordinanza quale è concepita. Ed è molto probabile che nessun cantone stanzierà le risorse finanziarie sufficienti per farla applicare. Pertanto, i servizi tra l'altro veterinari diventeranno uffici di distribuzione di attestati, incaricati di calcolare il numero di conigli che la Signora X potrà tenere in giardino, o il numero di galline che il Signor X potrà comprare. E attenzione a chi non avrà il permesso conigli. L'amministrazione prevede procedure penali o sequestri di conigli?

La nuova ordinanza prevede anche numerosi controlli. Benissimo: i canili, gli allevamenti, le fattorie, gli stabulari. Tutti questi controlli sono quantificati nella nuova ordinanza, alcuni saranno annuali, altri da svolgere ogni due anni... Ancora una volta, per mancanza di mezzi da parte delle autorità cantonali, questa situazione darà origine ad un'organizzazione molto pragmatica dei controlli: esclusivamente su appuntamento. I controlli inopinati, non se ne parla più. D'ora in poi solo controlli con appuntamento, eseguiti in serie.

Eppure l'UVF avrebbe dovuto imparare la lezione. È già così che tutti i cantoni

praticano da anni, dovendo svolgere i controlli ufficiali imposti da Berna. I cantoni hanno l'obbligo di controllare un elenco predefinito di aziende agricole che detengono animali di rendita? Perfetto, queste aziende sono avvertite con un mese di anticipo circa la data e l'ora del controllo. Berna o i servizi cantonali pensano veramente di scoprire una situazione sfavorevole agli animali procedendo in questo modo? È lecito dubitarne. Tanto più che ora è possibile ridurre i versamenti corrisposti direttamente all'allevatore, se si riscontrano gravi lacune in materia di protezione degli animali.

Dunque, invece di una nuova ordinanza che di fatto è una caricatura delle esitazioni e lacune dell'amministrazione burocratica, avremmo preferito obblighi meno coercitivi in termini amministrativi che consentirebbero di mandare sul terreno i servizi veterinari affinché possano rendersi conto delle condizioni reali di detenzione degli animali. Controlli inopinati ben inteso. E la possibilità offerta alle autorità di infliggere sanzioni veramente dissuasive.

Miglioramento per gli animali

Se la nuova ordinanza è complessivamente molto deludente, alcune nuove disposizioni sono concretamente favorevoli agli animali.

Ci riferiamo anzitutto al miglioramento delle condizioni di custodia. La socialità degli animali è finalmente presa in conto, con l'obbligo di custodirli in gruppo, tranne qualche eccezione. La superficie minima al suolo è stata (leggermente) aumentata per gran parte delle specie animali elencate negli allegati dell'OPAn. La custodia con attacchi è più severa ma purtroppo tuttora possibile per numerosi animali allorchè è ingiustificata nella maggior parte dei casi.

Il comitato di redazione

Sperimentazione animale :

i ricercatori ritrovano il sorriso

Gli ambienti scientifici non avevano l'aria molto contenta durante la fase consultiva dell'OPAn. Dopo la nuova legge sulla protezione degli animali votata dal Parlamento alla fine del 2005, manifestavano il timore di vedere il loro "lavoro" ostacolato. Possono tirare un sospiro di sollievo, potranno sempre, grosso modo, fare quello che gli pare.

Le uniche misure vincolanti riguardano la produzione e l'allevamento di animali transgenici. Ma queste misure sono formulate in modo talmente confuso che per gli scienziati e le autorità cantonali, si tradurranno semplicemente in una moltiplicazione di quei formulari e rubriche da compilare che stanno tanto a cuore a Berna. Invece, per gli animali che soffrono di tutti i mali possibili ed immaginabili per via delle molteplici modificazioni genetiche cui sono sottoposti di forza, sono previsti ben pochi miglioramenti.



L'unica avanzata positiva riguarda l'obbligo imposto ai ricercatori di ottenere un'autorizzazione per tutte le utilizzazioni di animali. Ogni anno, circa un terzo degli animali sono utilizzati in Svizzera per esperimenti di grado 0. Poichè gli animali sono uccisi prima di essere sottoposti ad esperimenti, gli scienziati non hanno bisogno di giustificare l'utilizzazione. In questi casi si tratta principalmente di prelievi di tessuti o di dissezioni effettuate dagli studenti. La nuova legge e l'ordinanza sottopongono ad autorizzazione tutte le utilizzazioni di animali, tranne qualche eccezione. Pertanto, dovrebbe essere possibile opporsi a parte degli esperimenti svolti oggi, per esempio obbligando gli scienziati ad approvvigionarsi presso banche di tessuti già operative. Quanto alle dissezioni di animali, abbiamo fondate speranze di vederne la scomparsa definitiva in un prossimo futuro, grazie ai metodi alternativi disponibili.

Ma tutto sommato è una magra consolazione. Ancora una volta, non possiamo che dirci profondamente delusi da questa nuova ordinanza.

Mangiare vegetariano : perchè ?

Per amore degli animali

« Credo che l'evoluzione spirituale implichì che non si uccidano più animali semplicemente per soddisfare i nostri bisogni fisici ».

Mahatma Gandhi

Ogni anno, centinaia di milioni di animali nascono e vivono in condizioni miserabili per poi essere uccisi in modo più o meno crudele.

Nelle nostre edizioni passate, abbiamo descritto la triste esistenza di maiali, vitelli, galline, conigli, senza dimenticare pesci e crostacei.

La maggior parte degli animali detti da macello vedono il sole soltanto al momento di andare al mattatoio; il calvario degli animali trasportati attraverso paesi e continenti, i barbari metodi di uccisione sono denunciati dalle numerose associazioni di protezione degli animali. Gli animali sopportano tutte queste sofferenze perché il 90% degli uomini e delle donne sono divoratori di carne.



Per la nostra salute

« Viviamo della morte degli altri, siamo delle tombe ambulanti »

Leonardo da Vinci

Mangiare carne e pesce è un fattore di rischio, spesso responsabile di numerose malattie : obesità, diabete, infarto, arteriosclerosi, malattie reumatiche, osteoporosi, cancro.

Eminent scienziati riconoscono che un'alimentazione vegetariana equilibrata ricopre tutti i bisogni in sostanze nutritive essenziali e garantisce il buon funzionamento del corpo. E questo vale per tutte le età della vita.

La produzione di carne e di latte è responsabile dell'erosione dei suoli e rappresenta uno spreco idrico inammissibile. Enormi quantità di fertilizzanti e pesticidi sono disperse sugli immensi campi di monoculture allorchè le fabbriche di animali rigettano ingenti quantità di colatticcio. Ne risulta una grave contaminazione dei fiumi e dei laghi, nonchè delle falde freatiche.

La produzione di carne è responsabile del 9% delle emissioni di biossido di carbonio e del 37% delle emissioni di metano, del 65% della produzione di nitrati, del 68 % delle emanazioni di ammoniaca e del 18% del riscaldamento atmosferico.

Astenersi dal mangiare carne, latticini, uova, o comunque ridurne il consumo, significa contribuire ad un mondo migliore a tutti i livelli. Un contributo che ciascuno di noi può apportare subito e senza troppi sforzi.

Suzanne Wachtl



Perchè la produzione di carne è anche responsabile della fame nel mondo

« Il bestiame dei ricchi mangia il pane dei poveri »

Il 40% della raccolta mondiale di grano e soia è utilizzato per alimentare gli animali da macello. Per produrre un chilo di carne di manzo, ci vogliono 9 chili di cereali o soia. Riducendo il consumo di carne anche solo del 10%, i paesi industrializzati permetterebbero a milioni di uomini di mangiare a sufficienza. L'allevamento e l'alimentazione intensivi degli animali da macello rovinano i piccoli agricoltori indigeni, e sono nefasti per i mercati locali. Ne risulta un esodo rurale verso le città, e la miseria tanto fisica che morale degli abitanti di queste bidonville è a dir poco drammatica.

Per rispetto verso la terra

« Il rispetto che desideriamo ottenere dall'uomo verso i suoi simili non è altro che un caso particolare del rispetto che si dovrebbe avere per tutte le forme di vita » Claude Levi-Strauss

La produzione intensiva di carne è in gran parte responsabile della distruzione dell'ambiente e del deterioramento dell'atmosfera.

Circa il 33% delle terre arabili è utilizzato per la produzione di carne: coltura di cereali e pascoli degli erbivori, si sa che i bovini sono milioni! La richiesta sempre crescente da parte dell'agroindustria di superfici coltivabili è all'origine della distruzione delle foreste vergini con effetti disastrosi, ben conosciuti, su tutto l'ecosistema.

► Gruppo farmaceutico Sanofi-Aventis

Troppe informazioni uccidono i profitti

In un documento interno divulgato nel marzo 2008, il gruppo farmaceutico Sanofi-Aventis si prefigge come obiettivo «prioritario», di «neutralizzare la grande stampa». Questa operazione poco amichevole, fa seguito alla pubblicazione di diversi articoli critici sul farmaco «Acomplia», prodotto dalla Sanofi, destinato a lottare contro l'obesità di certi diabetici.

I primi attacchi sono stati scagliati dalla potente FDA americana (Food and Drug Administration), che ha dato un preavviso negativo alla distribuzione del farmaco, sostenendo che può cagionare depressioni gravi, se non addirittura tentati suicidi in certi malati. Il preavviso della FDA è stato parzialmente confermato da un altro studio, sicché la Sanofi può fare una croce, almeno per il momento, sul mercato americano stimato a 3 miliardi di dollari all'anno.



Quello che la Sanofi considera uno scandalo, è che la stampa europea abbia osato riferire le difficoltà americane di Acomplia. Pertanto le vendite del suo farmaco ristagnano (fortunatamente) in Europa e la Sanofi si infuria: «Le ricadute della stampa grande pubblico (...) preoccupano i pazienti sotto Acomplia, seminano il dubbio tra i professionisti della sanità». Per convincere i medici ed i malati ad avere un'opinione più favorevole del suo «farmaco», la Sanofi contempla l'eventualità di mobilitare grandi mezzi come per esempio «mobilitare la comunità diabete (medici, malati e parenti) attorno ad un'operazione "Prestige"». La Sanofi

intende anche preparare i suoi visitatori medici (rappresentanti al soldo del laboratorio) ad affrontare «efficacemente» i medici reticenti alla distribuzione del suo prodotto.

E per controbilanciare il calo degli introiti per via del ristagno delle vendite di Acomplia, la Sanofi prevede nè più nè meno che di «aumentare la durata del trattamento».

Interrogata sulla divulgazione di questo documento, la Sanofi si giustifica e si rammarica di «un certo numero di scempiaggini nella sua redazione». Di fatto, alla Sanofi rincresce soltanto una cosa: che questo documento sia sfuggito al suo controllo e sia stato pubblicamente divulgato. Ancora un volta dalla stampa.

Baleniera attaccata all'acido puzzolente

Dopo essere riusciti ad avvicinarsi ad una baleniera giapponese lo scorso mese di marzo, i militanti dell'organizzazione «Sea Shepherd» le hanno scaraventato, per circa un'ora, un centinaio di buste o bottiglie contenenti acido butirrico.



Il governo giapponese ha trasmesso una vigorosa protesta all'Australia, fervente oppositrice alla cattura delle balene, accusata di aver accolto la barca dell'associazione durante l'ultimo scalo prima dell'attacco. I militanti di Sea Shepherd hanno precisato che l'acido butirrico avrebbe lasciato un odore pestilenziale sulla baleniera per diversi giorni, rendendola pertanto inutilizzabile per la cattura delle balene.

«Penso che la si possa definire una guerra chimica non violenta» ha dichiarato il responsabile dell'organizzazione. «Utilizziamo soltanto materie organiche, non tossiche, per molestare e turbare le azioni illegali di pesca alla balena».

Rivista stampa

Svizzera

Asini in cattive condizioni di custodia in Ticino

La SPA ticinese ha scoperto nell'aprile scorso, una decina di asini detenuti in un recinto fangoso e coperto di escrementi. Gli zoccoli di un'asina erano talmente lunghi che camminava con molta difficoltà. Il veterinario cantonale ha inoltre constatato tracce di morsi su maschi custoditi in gruppo nello stesso recinto. Da diversi anni, la SPA va denunciando le cattive condizioni di custodia degli equini in Ticino.

.....

Egitto

Vacca sgozzata per una partita di calcio

Prima di un'oscura partita contro l'Angola, la squadra egiziana si è messa in testa di sgozzare una mucca «come portafortuna» hanno dichiarato i calciatori. Un fotografo dell'agenzia di stampa Reuters, invitato nel febbraio scorso per immortalare la scena, spiegava: «I giocatori hanno accerchiato la mucca e l'hanno fatta cadere per terra. Uno di loro l'ha uccisa affondandole un coltello in gola».



.....

Germania

Gatto defenestrato: In carcere

Spiegando di aver perso la testa dopo la rottura con la sua ragazza, un berlinese riconosce di aver buttato giù dal 5^o piano il gatto della sua ex amica. Il gatto è morto e l'uomo sconterà 7 mesi di carcere senza condizionale. In Svizzera sarebbe stato condannato a 500 franchi di multa. Con la condizionale.

► SOS Chats Noirague

Consegnata a Berna la petizione contro il commercio di pelli di gatti



SOS Chats ha consegnato il 6 marzo 2008 al Parlamento a Berna, la sua petizione munita di 118'279 firme. Detta petizione chiede il divieto dell'esportazione e del commercio delle pelli di gatto in Svizzera. Infatti, se la nuova legge sulla protezione degli animali ne vieta l'importazione, continua ad autorizzarne invece l'esportazione ed il commercio.

«E' un successo enorme», ha dichiarato Tomi Tomek, Presidente di SOS Chats. Una trentina di persone si erano recate a Berna, tra cui l'ex-miss Svizzera Lauriane Gilliéron, il sindaco di Losanna e Consigliere nazionale Verde Daniel Brélaz nonché il suo collega di partito e consigliere di Stato del cantone di Vaud, Luc Recordon.

Sylvie Benoît era presente in rappresentanza della Lega. Ben inteso avevamo sostenuto attivamente questa petizione, divulgandola e facendola firmare sui nostri stand.

La reazione della PSA durante la raccolta di firme è stata peraltro piuttosto incomprensibile. Palesemente irritata di non essere all'origine di questa azione, non ha esitato a cercare di discreditare questa petizione, incitando addirittura i suoi soci a non firmarla. Ci rincresce molto che la protezione degli animali non sia concepita da tutte le associazioni del nostro paese come una somma di azioni volte verso un obiettivo comune.

Un placebo caro è più efficace di un placebo a buon mercato

I risultati di questo studio piuttosto sorprendente denotano che l'efficacia di un farmaco va ben oltre la sua composizione chimica.

Pubblicato nel marzo 2008 sulla rinomata rivista *Journal of American Medical Association*, questo studio americano svolto presso un gruppo di 82 persone, illustra che l'effetto di un placebo è ulteriormente rafforzato se il partecipante viene informato del suo prezzo elevato. Lo studio si è svolto nel modo seguente: ciascuno degli 82 partecipanti ha ricevuto una leggera scossa elettrica sul polso per misurare la sua percezione soggettiva del dolore. Successivamente, sono stati nuovamente testati prima e dopo la somministrazione di un placebo. Metà del gruppo è stata informata

che il placebo somministrato era un antidolorifico che costava 2,5 dollari. L'altra metà è stata informata che il placebo costava solo 10 cents. L'85% delle persone che hanno preso il placebo caro hanno sentito una diminuzione del dolore, mentre solo il 61% di quelli che avevano preso il placebo poco caro! Dan Ariely, l'autore di questo studio spiega: «*I medici vogliono credere che a dare il maggiore effetto terapeutico sia il farmaco e non l'entusiasmo verso una determinata sostanza. Ma ora, ci si deve veramente preoccupare del potere dell'interazione tra i pazienti ed i medici*».



14° Salone internazionale di animali da compagnia

animalia

**Sabato 18 e domenica 19 ottobre 2008,
Palais de Beaulieu – Losanna (VD)**

Per il secondo anno consecutivo, la Lega sarà presente a ANIMALIA e saremo lieti di accogliervi sul nostro stand.

Abbiamo previsto di esporre diversi modelli sintetici che consentono di sostituire gli animali per gli esercizi di chirurgia, nonché di proiettare DVD su altre alternative come i « POP Trainers » o i modelli « PVC-Rat ». Sarà inoltre offerta la possibilità di provare diversi programmi alternativi di "dissezioni" su computer.

Diversi membri del Comitato saranno presenti per rispondere alle vostre domande sul funzionamento della Lega e le nostre azioni in corso.

Salone ANIMALIA. Orario di apertura: sabato e domenica: ore 9.00 – 18.00

IMPRINT Lega svizzera contro la vivisezione

Fondata nel 1883, la LSCV è un'associazione ai sensi dell'art.60 del codice civile. Persegue i seguenti obiettivi: Combattere con tutti i mezzi legali, fino alla sua abolizione totale, la pratica di esperimenti medici, scientifici, militari, industriali o commerciali sugli animali vivi (vivisezione). Far riconoscere ed incoraggiare finanziariamente la messa a punto e lo sviluppo di tutti i metodi scientifici sostitutivi ed alternativi alla sperimentazione animale. Il finanziamento della LSCV proviene esclusivamente da doni e lasciti. La LSCV non riceve alcun sussidio da parte dei poteri pubblici, motivo per cui gode di una totale indipendenza. Riconosciuta di pubblica utilità, la LSCV è esente da imposte ed i doni superiori a CHF 100.- che le sono rivolti, possono essere detratti fiscalmente. Conformemente all'articolo 19 dei suoi statuti, la LSCV non ha scopo di lucro ed i suoi averi possono essere utilizzati esclusivamente per il conseguimento degli obiettivi perseguiti.

Pubblicazione: Giornale trimestrale. Salvo diversa indicazione, gli articoli sono redatti dalla LSCV.

PAO e maquette : LSCV **Tipografia:** Edipress, su carta riciclata Snow-Print 60 gm2 **Comitato di redazione:** Luc Fournier, Michèle Loisel, Max Moret, Susane Wachtli **Indirizzo:** Chemin des Arcs-en-Ciel 3, Case postale 148, CH - 1226 Thônex / GE

T 022 349 73 37 F 022 349 19 54 - admin@lscv.ch - www.lscv.ch - Quota annua dei Soci: Minimo CHF 15.— CCP 12-2745-6

L'ufficio è aperto da lunedì a venerdì dalle 9.00 alle 12.00 e dalle 14.00 alle 17.00: **Permanenza in francese:** da lunedì a venerdì. **Permanenza in tedesco:** lunedì, martedì mattina, mercoledì, giovedì mattina. **Permanenza in italiano:** martedì pomeriggio, giovedì pomeriggio, venerdì.

27 septembre 2008

10h00 à 18h00, Berne, Waisenhausplatz

« Ensemble contre l'expérimentation animale »

27. September 2008

10 Uhr bis 18 Uhr, Bern, Waisenhausplatz

« Zusammen gegen Tierversuche »

27 settembre 2008

dalle 10 alle 18, Berna, Waisenhausplatz

« Insieme contro la vivisezione »

